11e ANNÉE - PUBLICATION TRIMESTRIELLE - N° 39 - JUILLET-SEPTEMBRE 1967
Le numéro : 2,50 F - Belgique : 25 FB - Italie : 300 L

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

Pages

- Mensonges progressistes et réalité capitaliste 1
- REVOLUTION CULTURELLE : REVOLUTION BOURGEOISE 3
- LES THESES D'AVRIL 1917, programme de la révolution prolétarienne en Russie 21
- LA VIE DU PARTI 35
- A une lectrice algérienne, partisan de la stratégie anti-impérialiste de "Che" Guevara 43
- Qu'est-ce que l'internationalisme prolétarien ? 50
- Du droit démocratique à l'inconséquence .. 54

CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Mensonges progressistes et réalité capitaliste

Sur le fond tragique du massacre méthodique et quotidien, mais vain jusqu'ici, du Vietnam, la sinistre lueur des émeutes noires aux Etats-Unis et l'écho fracassant de la "guerre éclair" du Moyen-Orient sont venus donner toute sa signification à la poignée de main symbolique qu'ont échangée complaisamment à Glassboro un Jonhson et un Kossyguine rayonnants. Les mythes distincts mais convergents que les idéologues complices de l'Est "socialiste" et de l'Ouest capitaliste ont laborieusement édifiés commencent de s'écrouler sous la poussée aveugle et incontrôlable de l'impérialisme mondial.

La victoire de la démocratique Amérique alliée à la Russie "socialiste" sur les forces "fascistes" et "militaristes" de l'Axe devait marquer l'avènement d'un monde nouveau. Le palais de verre de l'O.N.U., dressé à New York, en serait le temple. Les nations enfin unies, dont le concert amplifié par l'accession à l'indépendance des anciennes colonies deviendrait plus harmonieux, pourraient désormais vivre en paix dans la prospérité générale. Les crises, les guerres et les révolutions ? Dépassées ! A l'heure de la coexistence pacifique, et malgré les accrocs de la guerre froide, le Progrès serait assuré par la compétition pacifique du socialisme et du capitalisme dont l'heureuse issue ne faisait point de doute dès lors que la "volonté de paix" de tous les peuples s'exprimait vigoureusement. L'humanité ferait l'économie des "horreurs" de la révolution : vive les Parlements, et tout d'abord le super-Parlement mondial !

Derrière ce rideau de fumée, la course infernale de l'accumulation capitaliste reprenait. Certes, les empires coloniaux des vieilles métropoles européennes s'effritaient bien, mais les jeunes impérialismes russe et américain, américain surtout, reprenaient le flambeau. Une mosaïque de petites nations indépendantes se constituait ainsi, mais le "principe" de l'égalité des nations achoppait sur le monopole de la richesse aux mains des "super-grands" et sur le principe autrement respecté du "donnant-donnant". La tragique insuffisance d'une "libération" purement politique des colonies et semi-colonies éclatait au grand jour. Quel miracle auraient bien pu accomplir l'indépendance et la souveraineté d'une poussière d'Etats exigus et démunis, déchirés entre eux par des antagonismes nationaux, alors que le sort du monde dépendait de plus en plus étroitement des Etats géants, alors que les frontières nationales de la vieille Europe elle-même se révélaient trop étroites devant l'expansion productive de l'après-guerre qui l'obligeait à unifier au moins son marché pour tenter fiévreusement de se hisser au niveau du marché mondial ? Il ne restait aux classes dirigeantes du tiers monde qu'à soumettre ouvriers et paysans aux féroces conditions d'exploitation qui furent toujours celles de l'accumulation capitaliste primitive, mais qu'aggravent aujourd'hui jusqu'à l'extrême limite de rupture la présence tyrannique des métropoles impérialistes, maîtresses des capitaux indispensables à toute industrialisation. Pour essayer de masquer les maigres résultats économiques et sociaux

obtenus et de conjurer les explosions prévisibles, ces classes dirigeantes se lançaient dans une démagogie nationaliste et anti-impérialiste enrobée de *phrases* "socialistes". Ce sort tragique des pays sous-développés montre suffisamment que l'impérialisme est le "stade suprême" du capitalisme dans lequel l'émancipation des nations opprimées ne peut se concevoir autrement que comme l'émancipation *sociale* de l'humanité du joug du Capital.

Aux doucereuses fables sur la mort du fascisme, enterré avec Hitler sous les ruines d'un bunker berlinois, l'histoire réelle a opposé l'hégémonie mondiale du plus puissant impérialisme de tous les temps, les Etats-Unis armés jusqu'aux dents, ne reculant devant aucun "génocide" à la manière nazie pour que se prolonge encore cet "ordre" capitaliste devenu suffisamment précaire aujourd'hui pour que même l'indépendance nationale de la péninsule indochinoise lui soit intolérable. A l'image d'Epinal d'une "compétition pacifique" entre pays aux systèmes sociaux soi-disant différents, l'histoire réelle a opposé la *concurrence* inévitable et sans merci que se livrent les impérialistes rivaux pour la conquête de l'espace vital nécessaire aux marchandises et aux capitaux qu'ils produisent en quantités toujours plus grandes. Mais l'espace est forcément limité, le monde saturé de capitaux et déjà se profile à l'horizon le spectre de la crise qui aiguise encore les rivalités inter-impérialistes. On le croyait à jamais conjuré par les miracles d'une intervention systématique de l'Etat dans le domaine économique et social ; elle n'a fait tout au plus que "rationnaliser" l'expansion irrationnelle du capital, et donc porter à leur paroxysme les contradictions de son développement.

Et voilà qu'au cœur même de la capitale de l'impérialisme le plus moderne, dans la citadelle de cette démocratie que les traitres à l'internationalisme opposaient mensongèrement au fascisme, au centre même de la plus gigantesque machine à fabriquer la prospérité capitaliste, surgit et s'amplifie maintenant la terrible révolte des noirs américains. Le philistin peut bien se voiler la face d'horreur et murmurer que, malgré toute sa sympathie pour les victimes du racisme, il ne saurait approuver de tels "excès", ces "excès" découvrent au contraire, à la face du monde, l'envers du décor de l'*american way of life*, qui n'est que le modèle le plus achevé de la société capitaliste en général. Les incendies de Détroit témoignent du désespoir sans fond auquel sont acculés ceux que les progrès de l'industrie rejettent inexorablement de la production, privent même de la possibilité d'être des esclaves salariés et maintiennent ainsi "hors de la société". Que la révolte gronde précisément dans le Nord "libéral et intégrationniste" et non plus dans le Sud "raciste", qu'elle ait pris son ampleur maximum dans la capitale de l'industrie automobile, ce pilier de la production moderne, voilà qui montrera aux plus aveugles que le cri de la rébellion noire, malgré toutes ses hésitations et tous ses travestissements, a une résonnance *sociale*.

Les faits sont têtus, aimait à dire Lénine. Sur le triple front des rapports entre pays développés et pays sous-développés, de la concurrence inter-impérialiste et de l'antagonisme entre le Capital et le Travail, ils ont fait de larges accrocs dans le tissu de mensonges dont opportunistes sous-staliniens et chantres du néo-capitalisme essayaient de les envelopper. Certes, le temps des révolutionnaires n'est pas encore là et il s'en faut même de beaucoup, mais leur voie est tracée.

Révolution culturelle : Révolution bourgeoise !

Décidément nous ne sommes pas au bout des "nouveautés" ! On nous le dit de toutes les capitales du "socialisme" : c'est la marque de notre temps. Ici l'on redécouvre le profit et la liberté d'entreprise dont Marx n'avait pas soupçonné l'efficacité pour la "construction du socialisme". Là, on s'enrichit de tout l'œcuménisme apostolique et romain dont Garaudy a écrit qu'il était indispensable au marxisme si celui-ci ne voulait pas devenir "provincial" (voir son dernier livre : "Le marxisme du XXe siècle"). Mais dans son catalogue des "nouveautés", Garaudy a soigneusement omis la "nouvelle étape de la révolution socialiste en Chine". Et pour cause ! Autant d'hommes, autant de "marxismes". Quand il n'est pas une simple affaire de "conscience". le "marxisme du XXe siècle" est une affaire d'Etat tenue à l'écart des tractations diplomatiques et autres "échanges culturels", car il est le principal instrument qui permet à chaque gouvernement, à chaque capitaliste de tromper et d'opprimer les masses dans chaque pays, chaque "province", chaque usine. Voilà pourquoi face à l'œcuménisme de l'Eglise et au cosmopolitisme du Capital, le "marxisme du XXe siècle" est véritablement devenu provincial, même dans la vaste Chine.

Provincial, mais aussi folklorique. Car pour un non initié les évolutions compliquées sur la scène politique chinoise restent aussi mystérieuses, malgré la "révolution culturelle", que le symbolisme millénaire du drame chinois classique. Qui sait lire à travers ces formes allégoriques le drame réel de la révolution chinoise, et pas seulement chinoise ? Qui se rappelle les vœux de Lénine et les efforts des prolétaires de Canton pour que cette révolution se fasse non pas à la manière asiatique, mais à la manière des révolutions communistes de l'Europe ? Au lieu de rattacher les péripéties de la révolution culturelle chinoise à l'histoire mondiale des révolutions, au programme et aux luttes de deux classes sociales qui s'affrontent, depuis bientôt deux siècles, sur le terrain parfaitement délimité de leurs intérêts antagonistes, le "marxisme du XXe siècle" s'accroche pour survivre à toutes les "innovations" et à toutes les "cultures".

Que faut-il attendre du paysan chinois lisant le petit livre rouge de Mao à la lueur de sa lampe à huile ? Nous répondons tout de suite : une "culture" qui n'aura rien de communiste, mais qui sera une culture nationale et bourgeoise. Que peut attendre le prolétariat mondial de cette nouvelle culture nationale, après la faillite complète des maîtres du "socialisme" russe ? Notre réponse ne sera pas moins brutale : le prolétariat mondial a déjà trop longtemps attendu que vienne d'autres classes l'initiative

de sa propre libération ; il a déjà donné assez de preuves d'héroïsme et d'abnégation au cours de ses propres révolutions, comme dans l'histoire de révolutions qui ne furent pas les siennes, pour proclamer que sa propre "culture", c'est-à-dire sa doctrine de parti aussi bien que son développement en tant que classe, n'a plus rien à espérer de la "culture" du Capital, nationale ou internationale, matérielle ou spirituelle. Le capitalisme mondial a, depuis longtemps, opéré sa propre révolution. Le prolétariat mondial a déjà fait sa "révolution culturelle" et en Chine il l'a faite même avant sa bourgeoisie, avant Mao Tsé-toung lui-même.

C'est tout ce que nous revendiquons en la matière, bien conscients que cette révolution ne se fera pas en prenant le train de Pékin et en applaudissant un quelconque Mao sur la place de la Paix Céleste. La révolution prolétarienne s'est faite et se fera toujours les armes à la main, aux prises avec toute démocratie aussi "populaire" soit-elle, dans le flux et le reflux d'une lutte internationale contre le Capital. C'est pourquoi les prolétaires qui reprendront demain ce combat ne donnent pas au monde l'image de communistes policés ayant accompli en eux-mêmes une quelconque "révolution culturelle". Ils restent et resteront des barbares jusqu'au jour où ils mettront leur cerveau et leurs poings au seul service du Communisme.

DES CENT FLEURS A LA REVOLUTION CULTURELLE

A la différence du mouvement des communes populaires qui fut directement une mobilisation des forces productives pour le "grand bond en avant", la révolution culturelle se présente avant tout comme une campagne idéologique ayant pour but de former de "bons communistes" et d'écarter du pouvoir les bureaucrates qui risqueraient de compromettre la "construction du socialisme". Ce mouvement, comme nous le verrons, n'en est pas moins lié aux contradictions du développement capitaliste en Chine, à l'échec des communes et aux difficultés d'un nouveau "bond en avant". Il ne sera pourtant pas inutile d'en examiner d'abord les prémisses idéologiques, autrement dit la prétention de "transformer la physionomie morale de toute la société avec la pensée, la culture, les mœurs et les coutumes nouvelles qui sont propres au prolétariat" ("Décision du CC du PCC sur la grande révolution culturelle prolétarienne", 8/VIII/1966). Avec les communes populaires les dirigeants chinois déclaraient avoir découvert l'organisation matérielle qui conduirait le pays en plein communisme. Avec la révolution culturelle, ils prétendent en aplanir la voie magistrale, balayer les résistances politiques et les contradictions sociales que l'effort productif du "bond en avant" n'avait pas résolues, mais aggravées. Voyons donc quelle est cette recette.

Les premiers symptômes de la révolution culturelle apparurent dès 1963 avec la relance du "mouvement d'éducation socialiste" dans l'armée populaire et les milieux intellectuels. Après les catastrophes du "bond en avant", cette année marque, par ailleurs, une légère reprise économique, mais aussi, selon la presse chinoise, un regain du "luxe" dans les villes et de l'individualisme paysan à la campagne. Face à une telle situation, le

Parti s'est borné à rappeler aux militaires de "maintenir l'esprit révolutionnaire : vivre simplement et lutter ardemment" ("Journal du Peuple" 8 mai 1963). Une conférence nationale des hommes de lettres, tenue à Pékin au mois de mai 1963 critiqua également les artistes qui "se séparant de la destinée commune des masses, se consacrent à la peinture de la vie privée et prêchent le bonheur personnel, se faisant ainsi les propagandistes de l'individualisme bourgeois". Ecrivains et artistes devront peindre la vie des larges masses et exalter la "construction du socialisme". En juin 1964, l'épuration commence par l'Opéra de Pékin dont les empereurs, généraux et concubines parurent peu propres à "promouvoir l'idéologie prolétarienne". Le journaliste R. Guillain, qui se trouvait alors en Chine, résume un des thèmes du nouveau théâtre :

« Au village, le mari, la femme et... le parti (c'est l' "éternel triangle" nouveau style), se disputent dangereusement un objet volumineux et inattendu qui occupe le centre de la scène : un énorme pot d'engrais, engrais... naturel, bien entendu. Ira-t-il fertiliser le sol de la commune, solution socialiste ? Ou bien, solution antisocialiste, sera-t-il répandu sur le lopin familial ? C'est le parti et la collectivité qui l'emporteront, bien sûr » ("Dans trente ans la Chine", p. 263-264).

En décembre 1964, dans son rapport à l'Assemblée Nationale, Chou En-laï parle pour la première fois de "révolution culturelle" et lui fixe pour objectif "une transformation radicale de toute idéologie, bourgeoise, féodale ou autre, qui ne convient pas à la base économique et au système politique du socialisme". Il est possible, en effet, que le théâtre classique de Pékin ne convienne plus aux besoins culturels de la Chine moderne. Ce n'est pas autrement qu'au XVIIIe siècle un Diderot entendait créer le drame bourgeois pour chasser de la scène française les rois et les princesses de la tragédie classique. Mais nous mettons fortement en doute que les conflits domestiques autour d'un pot... d'engrais soient une meilleure expression du socialisme et de sa base économique. C'est là un point sur lequel nous reviendrons après avoir tiré au clair les apparentes contradictions de la politique culturelle chinoise.

En effet, l'obligation faite aux artistes de penser et d'interpréter le monde conformément aux directives officielles du parti et de l'Etat paraîtra en flagrante contradiction avec les directives non moins officielles promulguées en 1956, à l'époque des "Cent Fleurs". Et bien des écrivains qui occupaient alors une position dominante et qui se croyaient de fidèles interprètes de la "pensée de Mao", ont dû faire, depuis, d'humiliantes autocritiques. C'était pourtant avec l'accord de Mao Tsé-toung lui-même que Lou Ting-i, chef de la section de propagande du P.C.C. déclarait le 26 mai 1956 : « La politique que nous adoptons en faveur de l'épanouissement de multiples floraisons et de la rivalité entre de nombreuses écoles a pour but de préconiser, dans le domaine de l'art, de la littérature et de la science, la liberté de pensée d'une façon indépendante, la liberté de discuter, la liberté de créer et de critiquer, la liberté d'exprimer son opinion, de la soutenir ou de la réserver » (Lou Ting-i : « Que s'épanouissent des floraisons multiples, que de multiples écoles rivalisent », Pékin 1957).

On nous dit aujourd'hui que la politique communiste en matière culturelle est un tout parfaitement intangible hors duquel il n'y aurait que révisionnisme et contrerévolution. On proclame que toute littérature doit être une littérature de parti, entièrement vouée au service des masses. Et en l'espace de quelques annés l'on préconise à grand renfort de critique et d'autocritique deux lignes aussi opposées que celles de la "liberté d'expression" et de l'intervention étatique la plus rigoureuse ; l'on définit cette dernière comme socialiste et l'on taxe l'autre de bourgeoise, décadente et réactionnaire. Sans vouloir aborder ici une étude marxiste des problèmes de la littérature et de l'art, nous montrerons que ces deux lignes apparemment si contradictoires trouvent leur continuité et leur justification non dans la politique communiste, mais dans l'histoire de toutes les révolutions culturelles bourgeoises dont elles représentent en quelque sorte les deux pôles extrêmes.

Dans ses entretiens avec Catherine de Russie, Diderot lâcha un jour cette phrase : « Le fanatisme et l'intolérance ne sont pas même incompatibles avec l'athéisme ». Ce grand militant de la pensée révolutionnaire bourgeoise sut voir qu'il n'y avait, dans l'athéisme des Lumières, aucune incompatibilité entre les principes de tolérance universellement revendiqués par la bourgeoisie révolutionnaire et la noire intolérance que l'on regardait comme le péché originel des monarchies absolues. L'histoire l'a prouvé : la liberté de pensée ne fut pas plus incompatible avec le culte étatique de l'Etre Suprême, que le libre échange ne s'est avéré incompatible avec le monopole économique. Parce que la société bourgeoise est la plus développée des sociétés de classes, la classe dominante y tend naturellement à accroître son emprise sur toutes les manifestations de la pensée et de l'art. Emprise directe ou indirecte : à travers les liens du marché. en créant une "bourse des cerveaux", en généralisant les "œuvres de commande" ou en préconisant même l'intervention despotique de l'Etat, comme l'ont fait Napoléon, Bismarck et... Staline (1).

---

(1) Cela ne signifie pas que la société communiste (et encore moins la dictature du prolétariat) doive réaliser ni même respecter la "liberté" de l'art ou de la pensée, comme l'imaginent de vains intellectuels qui voudraient dès maintenant retenir leur billet et leur place pour l'Autre Monde. Sartre est un représentant typique de cette sorte d' "engagement" : "Dans une société sans classes et dont la structure interne serait la révolution permanente (!?!), écrit-il, l'écrivain pourrait être médiateur pour tous *et sa contestation de principe pourrait précéder ou accompagner les changements de fait... L'élargissement de son public réel jusqu'aux limites de son public virtuel opèrerait dans sa conscience une réconciliation des tendances ennemies, la littérature, entièrement libérée, représenterait la* négativité, *en tant que moment nécessaire de la construction. Mais ce type de société, à ma connaissance, n'existe pas pour le moment et l'on peut douter qu'il soit possible" ("Qu'est-ce que la littérature ?" p. 105-106).*

Qu'attend M. Sartre du communisme ? Un statut honorable pour l'écrivain et une plus grande publicité pour son œuvre. Non la fin de la division du travail manuel et travail intellectuel, mais la promotion sociale de son métier ! Et encore ce "communisme" en faveur duquel il milite, il doit finalement convenir que "l'on peut douter qu'il soit possible".

Le passage de la politique des Cent Fleurs à celle de la révolution culturelle n'est donc pas a priori une inconcevable cabriole de dirigeants subitement pris de folie. Il ne représente pas plus un grand bond révolutionnaire ; et nous n'appellerons pas à la barre la triste cohorte des repentis pour témoigner que jusqu'ici ils avaient adoré le veau d'or, mais que désormais ils serviront honnêtement la "dictature prolétarienne". Les cabrioles de Mao et les autocritiques de ses poètes restent toujours sur le solide terrain de notre critique sociale du mode de production capitaliste et de ses fausses solutions aux problèmes de la vie et de la culture humaines. La révolution culturelle elle-même nous en fournira d'autres preuves.

CULTURE NATIONALE, MAIS NON "PROLETARIENNE"

Ce qui fait l'unité de la politique culturelle chinoise, de l'époque des "Cent Fleurs" à la "révolution" actuelle, c'est un objectif commun constamment réaffirmé : l'édification d'une culture nationale et populaire épurée des mauvaises influences "féodales" et d'une imitation servile de l'étranger. Cette révolution prolonge en quelque sorte le mouvement de réformes lancé par les lettrés depuis le début du siècle et qui devait s'étendre progressivement de l'unification linguistique à tous les problèmes d'une culture chinoise moderne. Mais nul ne nous prouvera que cette révolution ait quoi que ce soit de prolétarien. Le triomphe d'une langue commune sur les parlers locaux, d'une littérature nationale sur une littérature de caste, d'une "culture populaire" sur l'analphabétisme des masses, c'est au contraire l'œuvre spécifique d'un capitalisme jeune créant un marché national, un sentiment national et un embryon de connaissances nécessaires à l'exploitation du travail salarié. Du point de vue des objectifs de classe du prolétariat mondial à l'époque impérialiste, les mots d'ordre d'une telle révolution sont tout aussi anachroniques que la phrase célèbre par laquelle l'écolier français salue depuis des générations la naissance de sa langue littéraire : "Enfin Malherbe vint !"

La culture nationale chinoise refait aujourd'hui les mêmes "découvertes". « Si le vieil homme Shakespeare revenait ici-bas, il aurait honte de ce qu'il a écrit, note sans vergogne un journal de Shanghaï. C'est aujourd'hui l'époque de la lutte des classes... Si le vieux Shakespeare découvrait cela, il penserait : bien que mon œuvre contienne des parcelles de réalité, tout de même, comparée avec le travail du peuple chinois, elle en est distante comme la terre l'est du ciel" ("Libération", 5 janvier 1964). La révolution culturelle nous a donné bien des exemples de cette révision burlesque de la culture mondiale. Mais l'un des traits fondamentaux de cette nouvelle querelle des Anciens et des Modernes a été de mettre toujours en avant les problèmes d'une culture nationale. Ainsi, par exemple, dans cet article sur Debussy : « Un des principaux obstacles, parmi nos musiciens et étudiants, à la solution du problème de la musique nationale et populaire, c'est l'idée que tout ce qui est européen est supérieur et tout ce qui est national est inférieur... La recherche et l'analyse critique portant sur les musiciens des XVIIIe et XIXe siècles peuvent nous aider à détruire et liquider ce culte de l'étranger et cette aveugle adoration qui existe

actuellement dans l'esprit de certaines gens. La musique de Debussy ne peut pas être considérée comme une musique nationale et populaire correcte » ("Libération", 19 août 1963).

Nous pourrions multiplier les citations pittoresques complaisamment étalées par la presse occidentale (et russe) sur les "diables étrangers" : Tolstoï, "ce hobereau hypocrite" ; Beethoven, "ce marmotteur de prières pour la paix"... ; mais il est beaucoup plus important de ramener ces questions "culturelles" sur leur véritable terrain politique et social. En 1956. Lou Ting-i expliquait de la manière suivante les buts poursuivis par la politique des "Cent Fleurs" : « Pour que la Chine soit puissante et prospère, il importe aussi que la littérature, l'art et la science connaissent un essor florissant » (« Que s'épanouissent des floraisons multiples... »). Dix ans plus tard, tout le secret de la politique culturelle chinoise, c'est de mettre au service de la grandeur nationale la littérature, l'art, la science, mais aussi d'une façon moins détournée le travail et l'ingéniosité du prolétariat chinois. Restons pourtant encore sur le terrain idéologique du maoïsme.

Par delà la politique des "Cent Fleurs", les thèses du Comité Central chinois adoptées le 6 août 1966 sur la "grande révolution culturelle prolétarienne" renvoient à des textes plus anciens de Mao : "la démocratie nouvelle", "Interventions aux causeries sur la littérature et l'art à Yénan", "De la juste solution des contradictions au sein du peuple". Autant dire qu'en s'inspirant de ces textes dont nous avons maintes fois fait la critique, la révolution culturelle ne représente nullement, comme certains l'ont imaginé, un tournant politique au cours duquel le prolétariat aurait été appelé à une action de classe indépendante et aurait pris un rôle dirigeant dans la société. Malgré la phrase "socialiste" et les appels à la "dictature prolétarienne", nous sommes toujours dans les cadres de la "démocratie nouvelle" et dans la tradition politique qui, depuis 1927, a enchaîné le prolétariat vaincu au char de la bourgeoisie "nationale" et de l'Etat "populaire".

Dans ses causeries de Yénan qui datent de 1942, Mao Tsé-toung exprimait avec une grande clarté le contenu de la révolution culturelle. « Depuis l'époque du "mouvement du 4 mai", commence-t-il, nous avons vu se former en Chine cette armée de la culture, qui a aidé la révolution chinoise en limitant progressivement la sphère d'influence et en minant les forces de la culture féodale chinoise et de la culture des compradores qui sert les agresseurs impérialistes » (Œuvres choisies, Ed. Sociales, T. IV, p. 76). Le programme culturel de 1942 est donc sans équivoque. Il s'agissait de rassembler autour de l'Armée populaire les intellectuels bourgeois et petits bourgeois déçus par le régime de Tchang Kaï-chek, de rapiécer le drapeau de la révolution nationale, anti-impérialiste et bourgeoise.

Si aujourd'hui encore Mao renvoie les prolétaires chinois à ces vieux textes, ce n'est pas seulement pour ranimer en eux la flamme anti-impérialiste et l'esprit de sacrifice aux intérêts de la Patrie. Une telle mobilisation n'est plus possible désormais qu'en accroissant la confusion entre des intérêts de classes de plus en plus antagonistes. Or, les formules "culturelles" de Yénan forgées en pleine guerre patriotique présentaient cet

amalgame d'intérêts de classe et d'intérêts nationaux à l'état le plus pur et d'une façon telle que le prolétaire chinois aura bien du mal à y retrouver les durs enseignements infligés par vingt ans de "démocratie populaire". En effet, que disait Mao en 1942 ? Qu'il n'y a pas de littérature ni d'art au-dessus des classes. Que commençaient à comprendre les prolétaires chinois d'aujourd'hui ? Qu'il n'y a pas d'Etat au-dessus des classes et que les intérêts de la "démocratie nouvelle" se confondent de moins en moins avec leurs propres intérêts. Il y avait donc là les débuts d'une "révolution culturelle" dans la tête des opprimés dont nous essaierons de montrer le cheminement et les causes. Qu'ont opposé à cela l'Etat, le parti et toutes les forces qui en Chine sont les agents anonymes de l'accumulation capitaliste ? Les vieux oripeaux culturels de la "révolution nationale" qui n'ont pas réussi à masquer longtemps les rapports matériels et les antagonismes entre les classes.

A Yénan, après avoir dénoncé la littérature au service de la bourgeoisie et de l'impérialisme, Mao déclarait : « Notre littérature et notre art, eux, ne doivent pas servir toutes les catégories sociales que nous venons d'énumérer : ils doivent servir le peuple ». Mais Mao ne se pose pas plus aujourd'hui qu'hier la question de savoir comment une littérature qui doit servir le "peuple", c'est-à-dire bourgeois "nationaux", ouvriers et paysans, peut en même temps servir la cause du prolétariat. Il ne se demande pas comment une telle révolution culturelle peut se réclamer des objectifs de la révolution prolétarienne. « La nouvelle culture chinoise, à l'étape présente, est la culture anti-impérialiste et antiféodale des larges masses populaires dirigées par le prolétariat », écrivait-il en 1942 toujours dans le même texte (op. cit. T. IV, p. 86). Mais il ne dit pas comment une direction prolétarienne peut être compatible avec une révolution anti-impérialiste et antiféodale, ni avec toute sa "culture" démocratique et bourgeoise. Comment le prolétariat peut-il s'emparer du pouvoir dans un pays arriéré comme la Chine ? Comment peut-il y maintenir sa dictature malgré la pression des forces sociales hostiles de l'intérieur et de l'extérieur ? Comment une révolution nationale bourgeoise peut-elle, sous sa direction de classe, se rattacher à la lutte du prolétariat mondial pour le socialisme ? Voilà les éléments de "culture", de doctrine marxiste et de programme révolutionnaire, qui seuls comptent pour le prolétariat chinois et mondial. Bien loin de les aborder, la nouvelle "révolution culturelle" les escamote de la manière la plus effrontée. On pose la question du pouvoir politique en Chine ; et l'on présente comme solution non la lutte ouverte entre les classes, mais une vaste campagne idéologique destinée à "convaincre" tout le monde et qui, finalement, doit faire appel à l'armée pour rétablir l'ordre. On s'inquiète de la poussée du capitalisme qui sort de tous les pores de la société chinoise, et l'on promet d'en conjurer les tendances inévitables en coupant seulement quelques têtes de dirigeants "corrompus". On appelle les "peuples" du monde entier à se dresser contre l'impérialisme et l'on déclare avec Mao que l'on n'a pas l'intention d'exporter hors des frontières nationales la nouvelle "révolution" chinoise. C'est dire qu'une telle révolution reste parfaitement étrangère aux conceptions de classe et à l'internationalisme du prolétariat. Elle reste, en 1967, ce que

Mao avait annoncé en 1942 : une révolution nationale bourgeoise qui ne franchira jamais "l'étape démocratique" dans laquelle la direction maoïste l'a dès le début confinée.

Mais remontons encore plus haut. L'identification de la cause du prolétariat et de l'intérêt national, de la "culture" prolétarienne et de la culture de "tout le peuple" ne date ni d'aujourd'hui ni de 1942. Si Mao Tsé-toung l'a toujours prise comme une chose allant de soi, il fut un temps où la contrerévolution dut l'imposer à la conscience des prolétaires vaincus. Et cette tâche a été celle de Staline, initiateur de la fausse "culture prolétarienne" qui devait naître des perspectives d'un "socialisme" construit à l'échelle nationale des pays de l'Orient arriéré. Dès 1925, dans un discours prononcé à l'Université des peuples de l'Orient, Staline entreprenait de concilier ce qui restait inconciliable dans la théorie révolutionnaire aussi bien que dans la pratique sociale, élaborant les formules politiques et "culturelles" de la contrerévolution.

« Je parlais d'élever la culture nationale des républiques soviétiques d'Orient, écrit-il. Mais qu'est-ce que la culture nationale ? Comment la concilier avec la culture prolétarienne ? Lénine ne disait-il pas déjà, avant la guerre, qu'il y a chez nous deux cultures : la culture bourgeoise et la culture socialiste ? Que le mot d'ordre de la culture nationale est le mot d'ordre réactionnaire d'une bourgeoisie qui s'efforce d'empoisonner la conscience des travailleurs par le venin du nationalisme ? Comment concilier la construction d'une culture nationale, le développement d'écoles et de cours dans la langue nationale, la formation de cadres issus de la population locale et la construction du socialisme, la construction d'une culture prolétarienne ? N'y a-t-il pas là une contradiction insurmontable ? »

Comme on le voit, Staline est encore assailli par des doutes qui ne troublent plus aujourd'hui la conscience politique du maoïsme. Il a appris à l'école des bolcheviks que l'internationalisme prolétarien ne peut se concilier avec la défense et la promotion de la culture nationale et des intérêts nationaux. Il a appris et il comprend encore que le socialisme et la construction d'une économie nationale sont deux perspectives contradictoires. Mais lorsqu'il demande si cette contradiction est véritablement insurmontable, voici sa réponse :

« Certes, non ! Nous construisons une culture prolétarienne. C'est tout à fait juste. Mais il est juste aussi que la culture prolétarienne, socialiste par son contenu, prend des formes et des moyens d'expression différents chez les différents peuples entraînés dans la construction socialiste, en relation avec leurs différences de langue, de mœurs, etc. Prolétarienne par son contenu, nationale par sa forme, telle est la culture humaine vers laquelle marche le socialisme. La culture prolétarienne n'abolit pas la culture nationale, mais lui donne un contenu. Inversement, la culture nationale n'abolit pas la culture prolétarienne, mais lui donne forme. Le mot d'ordre de la culture nationale était un mot d'ordre bourgeois tant que la bourgeoisie était au pouvoir et que la consolidation des nations se faisait

sous l'égide de régimes bourgeois. Le mot d'ordre de la culture nationale est devenu un mot d'ordre prolétarien, lorsque le prolétariat est arrivé au pouvoir et que la consolidation des nations a commencé à se produire sous l'égide du pouvoir des Soviets » (Staline : "Sur les tâches politiques de l'Université des peuples de l'Orient", 18 mai 1925).

Une fois de plus, Mao reprend les formules de Staline et la révolution culturelle chinoise s'inspire des mêmes fondements théoriques que la contre-révolution. On nous dit, depuis des décades, que dans les métropoles pourries du Capital il appartient aux prolétaires de redresser l'honneur et de faire la grandeur de la Patrie. Dans les pays arriérés que l'impérialisme a laissés dans la misère ou maintient dans l'oppression, bourgeois et "communistes" appellent les prolétaires à édifier de leurs propres mains une culture nationale qui n'est autre que la domination idéologique, politique et matérielle du Capital. Et l'on nomme cela "révolution prolétarienne", "culture prolétarienne" ! Staline, et après lui Mao, ont soutenu que le prolétariat pouvait et devait donner un contenu socialiste à l'Etat démocratique, à la culture nationale et finalement à l'économie mercantile elle-même. Aussi rêvent-ils d'une culture, d'une société, qui serait "prolétarienne par son contenu, nationale par sa forme". Nous disons, nous, que de telles révolutions culturelles sont avant tout nationales et bourgeoises par leur contenu et qu'elles ne doivent leur phraséologie "prolétarienne" et "socialiste" qu'à la nécessité où elles se trouvent de mobiliser sous leurs drapeaux l'énergie de la seule classe qui produit. La révolution culturelle chinoise garde toutes les caractéristiques idéologiques des révolutions bourgeoises du passé : leur étroitesse nationale, leur préjugé idéaliste qui voit dans l'éducation des cerveaux et la transformation des mœurs, la condition préalable à tout changement des rapports sociaux. Par cela même elle tourne déjà le dos à la "culture" et à la doctrine de classe du prolétariat. Il nous reste à voir maintenant comment, dans la réalité économique et sociale de la Chine moderne, cette "révolution" s'est faite et continuera à se faire contre le prolétariat.

REVOLUTION CULTURELLE ET DEVELOPPEMENT DU CAPITALISME CHINOIS

Le plus rapide examen des questions idéologiques soulevées par la révolution culturelle nous amène donc à redire ce que nous avons déjà écrit au sujet du conflit sino-soviétique : le secret et la solution de ces "luttes d'idées" ne réside pas dans la tête de quelques dirigeants, ni dans la volonté des masses ; bien au contraire, les luttes d'idées et les mouvements de masse traduisent des antagonismes dans les rapports économiques et sociaux, des problèmes de "culture matérielle" restés insolubles dans le cadre d'un régime donné.

Lorsque se manifestèrent les premières distorsions entre Pékin et Moscou, les deux protagonistes s'efforcèrent de maintenir le conflit dans les limites de respectables débats théoriques sur la guerre, la paix, le socia-

lisme. Ces divergences entre partis, disaient-ils, ne devaient pas entacher les rapports entre États. A cela nous avons aussitôt répondu que les prétendues divergences idéologiques n'étaient que le reflet de conflits matériels entre États nationaux bourgeois. Les faits ont confirmé notre analyse: Chine et Russie ne réussissent plus aujourd'hui à maintenir au-dessus de leurs intérêts nationaux respectifs les intérêts généraux du "camp socialiste". Sur le plan politique, la guerre du Vietnam en est la meilleure preuve. Dans le domaine économique, l'évolution de tous les pays de l'Est (et pas seulement de la Chine) montre qu'ils ne tendent nullement à créer un "système socialiste mondial", mais que toutes les forces de leur économie nationale les conduisent inéluctablement à l'intégration la plus complète au marché capitaliste mondial. C'est sous la pression de ces faits que tous les partis qui étaient affiliés à Moscou ont renié le monolithisme de l'époque stalinienne et se prononcent sans exception en faveur du "polycentrisme" dont Togliatti fut le premier champion. Les intérêts commerciaux, la politique nationale, la diplomatie bourgeoise ont eu définitivement raison du faux socialisme. Et il n'est pas besoin d'aller chercher d'autres motifs "idéologiques", lorsque l'on voit jusqu'à quel point les dirigeants de ces pays peuvent passer la main devant l'impérialisme de l'autre bloc, au détriment même de leur propre "prestige" national.

Parce que la Chine est un pays arriéré et qu'elle souffre donc plus directement de l'ordre établi sous l'égide de la "coexistence pacifique", parce qu'elle représente potentiellement un rival dangereux que les deux impérialismes dominants ont tour à tour boycotté, elle a dû donner à la défense de ses intérêts nationaux la forme d'une lutte ouverte contre la "culture" pourrie du capitalisme mondial. Mais sur ce terrain les dirigeants chinois se sont avérés aussi impuissants à démolir l'idéologie politique de la contrerévolution russe qu'à desserrer l'étau de la domination matérielle exercée par l'impérialisme américain sur l'économie mondiale. Certes, ils continuent à jouer aux sauveurs de l'orthodoxie marxiste et prétendent avoir déclenché en Chine comme ailleurs une lutte à mort contre ce qu'ils appellent le "révisionnisme moderne". Mais qu'entendent-ils par là ? Selon eux, la date de naissance de ce "révisionnisme" remonterait tout au plus au XXe Congrès du parti russe. Avant tout allait bien dans la sainte famille du petit père Staline. Après tout se serait mis à dégénérer. Il semblerait donc que la contrerévolution mondiale ait ses racines et sa raison d'être dans le bonhomme Khrouchtchev, dans ses voyages, ses réformes, ses discours de congrès. Mais c'est lui faire bien trop d'honneur ! C'est attribuer à Khrouchtchev ou Kossyguine en Russie, à Liu Shao-chi et quelques autres en Chine, un rôle dans l'histoire que le marxisme n'a jamais reconnu aux "grands hommes" et à plus forte raison aux homoncules que la contrerévolution a poussés sur le devant de la scène. La "grande révolution culturelle" chinoise a été incapable de dire et de rappeler aux prolétaires ce que fut réellement la contrerévolution.

La contrerévolution du XXe siècle, dont souffre non seulement la Chine maoïste mais encore et surtout le prolétariat international, n'est pas

entrée à l'improviste dans un congrès de parti ou dans la tête de quelques dirigeants qui se seraient mis soudain à "suivre la voie du capitalisme". Elle s'est imposée à l'humanité par la force des armes et dans des luttes de classes d'une ampleur internationale. La contrerévolution, c'est l'écrasement des prolétariats allemand, russe et chinois de 1919 à 1927 ; c'est la liquidation de la théorie révolutionnaire et de l'Internationale Communiste ; c'est la destruction du parti russe et mondial avec les énormes moyens répressifs de l'Etat "ouvrier" ; c'est la mobilisation des prolétaires de tous les pays dans la deuxième guerre impérialiste. Tout cela a une autre épaisseur que ce "révisionnisme" propre et poli qui serait un beau jour tombé du ciel. En réalité, la véritable histoire de la contrerévolution ne commence pas, même pour la Chine, avec le conflit des années 60 entre l'Etat russe et l'Etat chinois. Or, Mao, dans ses polémiques avec Moscou, n'a jamais abordé cette "révolution culturelle" que nous seuls avons faite et dont nous gardons par dessus les générations la tradition politique : il n'a jamais dénoncé ni la tactique menchéviste imposée par Staline au parti chinois dans les glorieuses batailles prolétariennes de 1924-1927, ni l'influence désastreuse de la politique des fronts populaires sur la lutte pour le pouvoir entre P.C.C. et Kuomintang dans les années 30, ni enfin la collusion ouverte de l'impérialisme russo-américain qui tenta une dernière fois, à la fin de la guerre, d'entraver le mouvement national révolutionnaire chinois en recommandant à Mao de constituer un nouveau gouvernement de coalition avec Tchang Kaï-chek. La "révolution culturelle" n'a jamais fait et ne fera jamais un tel bilan historique de la contrerévolution en Chine. Et l'on comprend pourquoi. Quand bien même il pourrait concerner la culture nationale et l'histoire nationale de la Chine moderne, ce bilan devrait être un bilan de classe remettant en cause les illusions et la politique de la démocratie populaire. Il est le bilan que seule pourra faire une classe vaincue, mais déjà prête à relever la tête : un bilan révolutionnaire de la contrerévolution.

Si la "pensée de Mao" n'a jamais su embrasser les problèmes de la révolution prolétarienne mondiale, par contre elle a toujours été plus féconde dans l'élaboration de l'idéologie et de la politique nationale de l'Etat chinois. Nous avons déjà montré que le conflit sino-soviétique ne fut pas le fait d'une simple rupture unilatérale de contrats commerciaux ni de perfides machinations politiques de Moscou contre la Chine. Ce sont en réalité les tendances profondes des économies nationales russe et chinoise comme du marché mondial qui ont conduit à l'isolement de la Chine, puis à la nécessité pour elle de "compter sur ses propres forces", de "marcher sur ses deux jambes", en un mot, d'affronter seule les contradictions, les sacrifices et les calamités naturelles ou sociales de l'accumulation capitaliste. Nous avons vu qu'à partir de 1955-1956 toute la politique de l'Etat chinois s'est efforcée de résoudre à l'intérieur des limites nationales les contradictions engendrées par l'économie de marché dans le "camp socialiste". Et l'on doit à cette politique la collectivisation accélérée et le mouvement de "refonte de la pensée" des capitalistes nationaux, puis le "bond en avant" et les communes populaires ; la "révolution culturelle" elle-

même n'est que la continuation de cette politique chinoise du "socialisme dans un seul pays" (1).

Aussi les formules de la "révolution culturelle" apparaissent-elles dès 1957, année où les résultats du premier plan chinois et l'évolution des rapports entre pays socialistes ont convaincu Mao que la Chine ne pourrait compter que sur son "capital humain" pour édifier son économie nationale. A cette époque il déclara en effet : « Notre pays de 600 millions d'habitants a deux caractéristiques : il est pauvre et il est blanc, blanc comme une feuille de papier. Les pauvres veulent que les choses changent, ils veulent travailler dur, ils veulent la révolution. La feuille de papier sur laquelle rien n'a été écrit se prête merveilleusement aux idéogrammes les plus neufs et les plus beaux ». Il y a dans cette aphorisme toute la "révolution culturelle" et ce n'est pas pour rien qu'il a trouvé sa place dans la dernière bible du maoïsme. Vaincre la pauvreté en "travaillant dur" et inscrire sur la feuille blanche du paysan chinois les "beaux idéogrammes" du communisme, telle est la "révolution culturelle" qui associe communisme et misère, après avoir assimilé intérêts nationaux et intérêts de classe du prolétariat.

Mao Tsé-toung ne prétend pas seulement faire entrer les idées du communisme dans le cerveau de "l'homme pauvre", mais il l'appelle encore à créer par son travail les conditions inexistantes de la société future dans un pays donné. Les thèses sur la révolution culturelle déclarent que son but est de "réformer l'éducation, la littérature, l'art et toutes les autres branches de la superstructure qui ne correspondent pas à la base économique socialiste". Quelques lignes plus loin, ces mêmes thèses doivent reconnaître que la "base économique socialiste" reste à créer et que "la grande révolution culturelle prolétarienne a pour but la révolutionnarisation de la pensée de l'homme, afin que, dans tous les domaines du travail, on puisse obtenir des résultats meilleurs quant à la quantité, la rapidité, la qualité et l'économie".

Commentant ces thèses, le "Quotidien du Peuple" écrit sous le titre "Faire la révolution et promouvoir la production" : "Le mouvement pour la révolution culturelle prolétarienne et le mouvement pour la production socialiste sont en corrélation. La grande révolution culturelle prolétarienne tend à transformer en un sens révolutionnaire l'idéologie de l'homme afin que l'on puisse obtenir de meilleurs résultats dans la production. Nous devons prendre cette grande révolution culturelle comme facteur clé, concentrer notre attention d'une part sur la révolution, de l'autre sur la production afin d'assurer la bonne marche de l'une et de l'autre. L'édification du socialisme sera conduite en même temps sur le front idéologique et sur le front matériel. Sur le premier front, il s'agit de

---

(1) Nous ne faisons ici que résumer les conclusions formulées dans la série d'articles intitulés "Contradictions de la Chine bourgeoise" ("Programma Comunista", 1966 N°s 19 à 22) et dans "Le mouvement social en Chine" ("Programme Communiste" N° 37).

réformer les vieilles idées et d'élever le niveau de conscience révolutionnaire socialiste ; sur le second front, la tâche consiste à transformer la nature et à développer notre économie nationale socialiste" ("Le Quotidien du Peuple" 7/IX/66).

L'idéologie du "socialisme dans un seul pays" ne sort de ses contradictions, de son idéalisme et de son utopisme incurables, que quand elle se situe sur son véritable terrain : celui du développement du capitalisme. "Promouvoir la production", "transformer la nature", "développer notre économie nationale", qu'est-ce d'autre que la "révolution culturelle" du Capital ? Les résultats visés dans les domaines de la "quantité", de la "rapidité", de la "qualité" et de "l'économie" que représentent-ils d'autre que les objectifs universels d'une économie de marché ? On nous dira que les dirigeants de Pékin dénoncent avec force la privatisation de l'économie soviétique, que les "gardes rouges" ont demandé la suppression des intérêts que l'Etat chinois verse annuellement aux anciens capitalistes nationaux devenus simples directeurs de leurs entreprises ; on nous opposera enfin le mouvement des communes populaires présenté toujours comme la voie magistrale qui mènera la Chine arriérée au socialisme. A tout cela nous répondrons par la phrase classique avec laquelle Marx repoussait dès 1844 le communisme grossier, le communisme de la misère, "ce mouvement qui tend à opposer à la propriété privée la propriété privée rendue commune" :

"Que cette abolition de la propriété privée ne soit pas du tout une véritable appropriation, cela est prouvé par la négation abstraite de tout l'univers de la culture et de la civilisation, le retour à la simplicité non naturelle de l'homme pauvre et dans le besoin, qui non seulement n'a pas dépassé la propriété privée, mais ne l'a même pas atteinte" (Marx : "Manuscrits économico-philosophiques de 1844").

Si la "révolution culturelle" exprime la continuité de la politique qui depuis les communes populaires a conduit la Chine à ne compter que sur ses propres forces pour édifier la culture matérielle d'une nation moderne, elle contient en même temps un aveu : c'est que ce "communisme" national n'a pas même atteint le stade du capitalisme hautement développé. Que dire alors de son idéologie et de sa doctrine que Marx avait déjà mises au musée des antiquités à une époque où la culture matérielle et spirituelle du capital n'avait pas encore créé à l'échelle mondiale des conditions économiques et sociales qui réclament d'une façon si impérative le seul coup de balai salutaire de la révolution prolétarienne...

CE QUE SONT LES "CONTRADICTIONS AU SEIN DU PEUPLE"

En juin 1957 Mao Tsé-toung publiait le texte d'un de ses discours "Sur la juste solution des contradictions au sein du peuple" qui est cité aujourd'hui encore comme un document de base de la "révolution culturelle". On se souvient que Mao y distinguait deux types de contradictions de nature totalement différente : les contradictions antagonistes entre le "peuple" et les "ennemis du peuple" (en premier lieu l'impérialisme),

et les contradictions dites "non antagonistes" au sein du "peuple" lui-même. Parmi ces dernières, Mao nommait avec beaucoup d'éclectisme les contradictions entre la classe ouvrière et la paysannerie, entre le prolétariat et la bourgeoisie nationale, entre travailleurs et intellectuels, gouvernants et gouvernés, etc. Outre sa fonction de "protéger notre pays des activités subversives et d'une agression possible des ennemis de l'extérieur", le rôle de l'Etat devait être selon Mao de "traiter correctement" les contradictions "non antagonistes" afin qu'elles ne se transforment pas en contradictions antagonistes et ne fassent pas obstacle à la "construction du socialisme". Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'Etat de "démocratie populaire" a complètement manqué à cette tâche de "paix sociale" et de collaboration de classes, comme nous l'avions prévu en parfaite cohérence avec la doctrine marxiste de l'Etat et des antagonismes de classes.

Notre première réplique aux élucubrations pseudo-dialectiques de Mao sur les contradictions en régime national-socialiste avait été de montrer qu'il n'existe pas de différence de nature entre les intérêts de l'impérialisme et ceux du capitalisme "national" ; pas plus qu'il n'y a de barrière infranchissable entre les contradictions au sein du "peuple", la manière de les traiter, et les antagonismes du marché capitaliste mondial. Les faits ont apporté depuis à cette critique une preuve indiscutable. Et ces faits qui ont mis à mal la "pensée de Mao" tiennent tout entier dans les péripéties du "grand bond en avant" dont le texte sur les contradictions fut en quelque sorte le fondement théorique. C'est en effet dans l'effort productif du peuple chinois que Mao voyait la "solution" des antagonismes croissants dans le camp "socialiste" et sur le marché mondial (1). Or, nous l'avons vu, l'Etat chinois n'a pu faire autre chose qu'imposer aux masses dans toute sa rigueur cette même loi du marché mondial, aggravant à tel point les antagonismes économiques et sociaux à l'intérieur du pays que, dès la fin de 1962, Mao devait évoquer à la X° session du Comité Central un "danger de restauration du capitalisme".

C'est pourtant avec la "révolution culturelle" que la "dialectique" maoïste des contradictions est bel et bien partie les quatre fers en l'air. La "pensée de Mao" croyait pouvoir réduire toutes les contradictions du monde moderne à un seul et même antagonisme entre "ennemis du peuple" et "amis du peuple", entre pays impérialistes et pays arriérés. Peu à peu les faits l'ont obligé à reconnaître que les antagonismes de classes n'épargnent nullement les pays arriérés, ni même les pays "socialistes" : les mêmes contradictions que l'on qualifiait de "non antagonistes" en 1957 n'ont pas manqué d'éclater aujourd'hui jusque dans les antichambres du pouvoir qui s'était donné pour tâche de les "traiter correctement". On nous dit, en effet, que de grandes luttes de classes sont engagées en

---

(1) Ici encore nous renvoyons le lecteur à la série d'articles sur "Les contradictions de la Chine bourgeoise", ainsi qu'à l'analyse faite du "bond en avant" et de ses conséquences dans "Le mouvement social en Chine" ("Programme Communiste" N°s 35 et 37).

Chine dont le prolétariat sortira vainqueur. Nous demandons, nous, à quel programme et à quels intérêts de classe s'inspirent les campagnes de la "révolution culturelle". Et pour toute réponse on nous présente comme enjeu l'indépendance nationale et la construction économique de la Chine. Bien plus, de ces fameuses luttes de classes on ne nous donne qu'une pitovable caricature : comme si l'objectif d'une véritable lutte de classe pouvait être de remplacer quelques bureaucrates devenus "ennemis du peuple" ! Il nous faut donc aller chercher ailleurs que dans le cerveau des gardes rouges, les mots d'ordre de la propagande officielle et les acrobaties "dialectiques" de Mao l'opposition d'intérêts de classes irréductibles.

Dans son rapport "Sur la juste solution des contradictions au sein du peuple", Mao écrivait : "En 1956 de petits groupes d'ouvriers et d'étudiants se sont mis en grève dans certains endroits. La raison immédiate de ces désordres était qu'on n'avait pas donné satisfaction à certaines revendications pour des améliorations matérielles, dont quelques-unes pouvaient et auraient dû être satisfaites. tandis que d'autres étaient déplacées ou excessives et ne pouvaient donc l'être pour le moment. Mais une raison plus importante était le bureaucratisme manifesté par ceux qui étaient dans la position de dirigeants... Une autre raison de ces désordres était le fait que le travail idéologique et politique parmi les ouvriers et les étudiants était inadéquat".

Ainsi, dès 1957, Mao reconnaissait qu'au sein du "peuple" des contradictions "non antagonistes" pouvaient se transformer en antagonismes violents. Et il attribuait lui-même la cause de tels antagonismes moins à une quelconque sympathie pour les révoltés de Budapest qu'à des intérêts immédiats de certaines couches prolétariennes frappées par l'industrialisation accélérée qui commença en Chine vers la fin de 1955. Quoi qu'il en soit, Mao Tsé-toung refusait d'admettre comme cause essentielle du mouvement de grèves de 1956 l'incompatibilité la plus absolue entre les intérêts de la construction nationale chinoise et les intérêts de classe du prolétariat. La principale raison des "désordres", c'était le "bureaucratisme" et l'insuffisance du "travail idéologique". Mao se contentait de reprocher aux ouvriers chinois de placer leurs intérêts "particuliers" au-dessus des intérêts "généraux" de l'État : "Il faut reconnaître, disait-il. que bien trop souvent certains sont enclins à se concentrer sur les intérêts immédiats, partiels ou personnels, et ne comprennent pas, ou comprennent insuffisamment, les intérêts à long terme, nationaux et collectifs". Quant à la "juste solution" des antagonismes de classes, elle était déjà pour Mao celle que prône aujourd'hui la "révolution culturelle" : lutte contre les "bureaucrates", éducation des cerveaux, confiance à la "sagesse" de l'Etat. "Pour nous débarrasser des causes fondamentales de désordres, nous devons faire disparaître la bureaucratie, améliorer considérablement l'éducation idéologique et politique et traiter toutes les contradictions d'une manière appropriée".

Il semblerait qu'en Chine les mandarins aient la vie dure et même qu'entre 1957 et 1967 ils aient particulièrement proliféré, puisque la "révo-

lution culturelle" a eu théoriquement pour but de les expulser du pouvoir et que dans des villes comme Pékin, Shanghaï et autres, il a fallu dissoudre les instances supérieures du parti et des syndicats pour les déloger de leur poste. Mais là n'est pas le fait le plus caractéristique de la "révolution culturelle". L'important, pour nous, c'est que le mouvement plus ou moins confus des ouvriers chinois de 1967 a mis en évidence des intérêts de classe inconciliables avec l'idée que se faisaient l'une et l'autre fraction des intérêts supérieurs de l'Etat. D'après ce que nous en savons, les divergences entre Mao et ses adversaires en matière de politique économique se rattachent au difficile problème de la voie à suivre non pas vers le "socialisme", mais pour assurer une rapide construction de l'économie nationale chinoise. La position de Mao est bien connue depuis longtemps. Nous avons montré comment elle découle de l'évolution des rapports dans le camp "socialiste" et sur le marché mondial ; la Chine devra compter sur ses seules forces et compenser le manque de capitaux étrangers par un effort inouï de volonté et d' "investissement humain". La position de ses adversaires qui s'est certainement renforcée après l'échec du "bond en avant" reproche à Mao de ne pas tenir compte des lois objectives de l'économie et suggère, à la manière des économistes russes, de construire le "socialisme" chinois en utilisant tous les leviers de l'économie mercantile. Un article du "Quotidien du Peuple" critique en ces termes le programme "révisionniste" de Sun Yeh-fang, ancien directeur de l'Institut économique de l'Académie des Sciences :

"Attaquant méchamment le Comité Central du Parti Communiste, les Trois Drapeaux Rouges du parti (il s'agit de la "Ligne générale pour la construction du socialisme", du "Grand Bond en avant" et des "Communes Populaires" — n. d.r.), le système socialiste et la pensée de Mao Tsé-toung, Sun Yeh-fang a présenté son "programme économique" révisionniste. Il a tenté de s'opposer à la position prééminente de la pensée de Mao Tsé-toung et de la politique prolétarienne en mettant à la première place le profit et l'argent. Il a essayé en vain de changer les rapports de production socialistes et de transformer les entreprises socialistes en entreprises capitalistes (!!!)" ("Le Quotidien du Peuple", 12/VIII/66).

Dans quelle mesure ce "programme révisionniste" peut-il s'identifier à celui des Liberman russes ? Dans quelle mesure aussi serait-il applicable en Chine où toute libération du marché risquerait de compromettre un fragile équilibre économique et jusqu'à l'indépendance nationale ? Cela est pour nous d'une importance relative. Le programme de Mao comme celui de ses adversaires ne dépasse pas l'horizon national du capitalisme chinois et en dernière analyse les uns comme les autres appellent "socialisme" une société fondée sur le profit. C'est ce qui ressort de la réplique du "Quotidien du Peuple" au reproche que Sun Yeh-fang fait à Mao de ne pas tenir compte de la loi de la valeur : "Nous sommes résolument opposés, répond l'éditorialiste, à mettre le profit à la première place, bien que nous donnions toute son importance à l'augmentation de la production et à la pratique des économies ; nous soutenons que tous les secteurs et que toutes les unités économiques doivent accomplir de grands efforts en travaillant pour l'accumulation par l'Etat, et qu'elles

doivent assumer la tâche de remettre leurs profits au Trésor comme le demande l'Etat".

Il est donc bien évident que le prolétariat chinois n'a pas à attendre de Mao Tsé-toung ou de Liu Shao-chi la clé de son émancipation. Les problèmes de la "révolution culturelle" ne concernent que la forme et le degré de son exploitation. Naturellement, il n'est guère possible de faire un tableau détaillé des luttes de classes réelles qui se sont déroulées en Chine autour de la "révolution culturelle". Nous pouvons toutefois en montrer les tendances générales.

Le prolétariat chinois n'a pas été une masse désintéressée ni un juge suprême que les deux factions du parti ont essayé de rallier à leurs vues respectives sur l'économie et la politique nationale. Certes, il n'a pas renvoyé dos à dos les deux adversaires, rejetant leur bagage culturel commun. Cela demanderait une conscience de classe que seul un autre parti que celui de Mao et de Liu pourra redonner au prolétariat révolutionnaire. Du moins, là où ils sont intervenus, les ouvriers des grands centres industriels ont mis en avant leurs intérêts de classe comme s'ils se moquaient des deux protagonistes également soucieux de l'intérêt naitonal. Nous n'en citerons qu'un exemple. En janvier 1967, les partisans de Mao réussirent à limoger les dirigeants du parti et des syndicats à Shanghaï et dans d'autres villes. Ces derniers étaient accusés d'avoir fomenté des grèves et d'avoir accordé des augmentations de salaires "démagogiques" pour faire échec à la "révolution culturelle". Les partisans de Mao "suggéraient" au contraire aux ouvriers de faire cadeau à l'Etat de 30 % de leurs salaires et d'assurer une production accrue pour le triomphe de la "révolution culturelle". Deux mois plus tard les nouvelles associations professionnelles créées à cet effet furent à leur tour dissoutes pour avoir "formulé des revendications économiques et recherché les intérêts égoïstes de catégories particulières", comme l'écrivit le "Quotidien du Peuple". Les revendications des ouvriers chinois n'étaient donc pas l'œuvre de "démagogues", mais elles répondaient bien à une pression exercée par l'Etat sur leurs conditions de vie et de travail.

Ce n'est pas la première fois que le prolétariat s'en tient à ses intérêts "égoïstes", face aux phrases creuses sur la "construction du socialisme". En 1959 les dirigeants chinois ont dû avouer que le mouvement des communes populaires s'était arrêté aux portes des grandes villes et que les ouvriers n'avaient pas voulu des communes urbaines où la rétribution en nature ressemblait trop au truck-system et pas du tout au communisme. Il ne fait aucun doute que le "mouvement d'éducation socialiste", puis la "révolution culturelle" ont tenté de reprendre la tâche qui n'avait pu être achevée à l'époque des communes. Et elle l'a reprise là où en 1959 elle avait échouée : au sein du prolétariat. Jusqu'ici la paysannerie chinoise avait supporté le poids le plus lourd de l'accumulation capitaliste. On a fait avec elle la révolution, on a assuré sur son dos l'indépendance nationale et la reconstruction du pays. Mais plus rien ne peut être fait sans une exploitation accrue du prolétariat. Voilà le secret de la "révolution culturelle" ! Que l'on ne vienne donc pas nous dire que le paysan

chinois a accepté le "socialisme" et qu'il s'agit maintenant de vaincre "l'égoïsme" de l'ouvrier pour lui faire pleinement accepter le programme et les sacrifices de la "démocratie nouvelle". Si la querelle entre dirigeants chinois ne reflète que des perspectives divergentes sur le développement du capitalisme en Chine, ce développement lui-même révèle avec toujours plus de force l'antagonisme irréductible des classes et de leurs intérêts "égoïstes". Quant à la fonction sociale de l'Etat, cet "égoïste" en chef, elle apparaît toujours plus comme une fonction de classe que la "démocratie populaire" exerce non dans l'intérêt immédiat et futur du prolétariat révolutionnaire, mais dans l'intérêt de toutes les classes de la Nation qui attendent leur prospérité de son seul travail.

Entre "l'économisme" de Liu Shao-chi et le mot d'ordre "Politique d'abord !" lancé par Lin Piao, le prolétariat n'a pas à choisir. Pas plus qu'il n'a à choisir entre Pékin et Moscou dans un conflit d'intérêts nationaux-bourgeois, voire impérialistes, auxquels ses intérêts de classe et son programme de classe sont parfaitement étrangers. Il est bien certain que sur le seul terrain de ses intérêts économiques immédiats (et à plus forte raison sous la suggestion des rêves de "Bien-Etre" et de "Progrès" social entretenus par la démocratie mondiale), le prolétariat ne saura faire sa propre "révolution culturelle", ni abattre son ennemi de classe à Pékin, Moscou ou New-York. Et c'est pourquoi nous crions aussi : "Politique d'abord" ! Mais quelle politique ? Il est normal que la contre-révolution stalinienne n'ait rien appris aux dirigeants de Pékin. Mais le prolétariat international ne peut plus ignorer aujourd'hui que la politique de "construction du socialisme dans un seul pays" n'est autre chose que la politique de survie du Capital à l'échelle mondiale.

Les thèses d'avril 1917

programme de la révolution prolétarienne en Russie

Il ne fait aucun doute que les thèses d'Avril, présentées par Lénine au lendemain de son arrivée à Pétrograd, constituent dans l'histoire de la révolution russe un tournant, une étape fondamentale. Mais cela ne signifie nullement qu'elles aient lancé au monde un nouveau mot d'ordre, une nouvelle version de la dynamique révolutionnaire, ni qu'elles aient modifié en quoi que ce soit la vision du processus de la révolution communiste. Le stalinisme, au contraire, a accrédité cette idée que les thèses d'Avril et la victoire d'Octobre ont changé pour les prolétaires du monde entier le programme et les perspectives de leur révolution : non plus lutte, victoire et dictature du prolétariat salarié avec pour plate-forme la destruction du capitalisme et la libération des forces productives mûres pour le communisme ; mais lutte, victoire et Etat de "tout le peuple", prolétaires et semi-prolétaires, ouvriers et paysans propriétaires. Staline a également soutenu qu'après un tel tournant historique la Russie pouvait aborder la construction d'un ordre social nouveau derrière ses propres frontières. Enfin, le programme même de la révolution communiste n'est plus apparu comme une œuvre de démolition du capitalisme mondial, mais comme un plan de développement harmonieux des nations sur la base d'une économie de marché. Il ne fait pas moins de doute que le nom de Lénine, l'œuvre des bolcheviks et de l'Internationale Communiste n'ont rien à voir avec ce genre de tournant que la contre-révolution a imprimé à la doctrine et à l'action de classe du prolétariat.

S'il est permis de parler de tournant en Avril 1917, il faut bien comprendre que celui-ci ne concerne en rien le processus par lequel un pays de capitalisme avancé débouche sur la révolution communiste : il marque seulement, dans un pays de féodalisme en pleine décomposition, le moment décisif d'une révolution bourgeoise et populaire. Le coup de barre donné par Lénine avec les thèses d'Avril n'a changé ni la nature du mouvement révolutionnaire, ni même la direction depuis longtemps arrêtée du parti bolchevik. Ce qu'en 1917 Lénine apporte aux militants de son parti

submergés par la vague de l'opportunisme petit-bourgeois, ce n'est pas un nouvel évangile, mais la ligne immuable des communistes dans une révolution bourgeoise : la ligne même que Marx avait définie en 1848 et que le bolchevisme s'était tracée depuis 1900. Ce que Lénine proclame au monde depuis Pétrograd, ce n'est pas le projet de bâtir la Nation russe sur les ruines de l'empire des tsars, mais l'urgente nécessité pour les prolétaires de tous les pays de lancer leur défi de classe à la patrie bourgeoise et de recréer leur armée internationale dispersée par l'opportunisme et par la guerre impérialiste. Il n'y a pas l'ombre d'un messianisme russe, pas l'ombre d'une nouvelle stratégie révolutionnaire, mais le rappel inlassable des mots d'ordre défaitistes et internationalistes de 1914. Les thèses d'Avril commencent par dénoncer l'idéologie de "défense de la patrie" même dans la Russie révolutionnaire devenue de tous les Etats en guerre la république la plus démocratique ; et elles se terminent par un appel à créer une nouvelle Internationale. Dans ce cadre rigoureusement délimité de la lutte contre la guerre impérialiste et de la fondation du parti mondial, les thèses d'Avril ne s'inscrivent pas comme programme de la révolution russe : elles sont avant tout le programme immuable de la révolution prolétarienne mondiale. Et même lorsqu'elles traitent des problèmes spécifiques de la révolution russe, elles le font dans le but de rattacher aux luttes de classe du prolétariat international les forces et les tendances de la révolution antitsariste.

C'est pourquoi la lecture et l'étude de ce texte n'ont rien pour nous de l'exercice académique ni de la plate commémoration de choses qui ont fait leur temps ou de causes gagnées par le sacrifice des générations passées. Les thèses d'Avril sont lettre morte pour ceux qui y cherchent les prophéties de la Russie actuelle, pacifiste et mercantile, productiviste et chauvine. Mais les thèses d'Avril restent la chair et le sang du prolétariat mondial, car elles en représentent toujours la cause : aussi bien dans les grandes métropoles capitalistes livrées par deux fois aux orgies de la "Prospérité" bourgeoise et de la guerre impérialiste, que dans les pays arriérés dont les opprimés n'ont pas pu, en un demi-siècle de luttes retrouver la voie magistrale de l'Octobre russe.

DEFAITISME REVOLUTIONNAIRE

I. Aucune concession, si minime soit-elle, au "jusqu'auboutisme révolutionnaire" ne saurait être tolérée dans notre attitude envers la guerre qui, du côté de la Russie, même sous le nouveau gouvernement de Lvov et Cie, est demeurée incontestablement une guerre impérialiste de brigandage en raison du caractère capitaliste de ce gouvernement.

Lénine pose d'emblée aux membres de son parti les problèmes de la guerre et de la révolution. La révolution russe qui était née de la guerre impérialiste, que les défaites avaient rendue inéluctable, allait-elle sombrer à nouveau dans la guerre impérialiste ? Les bolcheviks qui avaient eu, en 1914, le rare honneur de dénoncer cette guerre et d'appeler le prolétariat au défaitisme révolutionnaire allaient-ils montrer qu'en s'opposant à la guerre ils n'avaient d'autre intention que de voter contre le tsar ? Le tsa-

risme abattu, la république instaurée, toute la gauche russe se fit l'ardent défenseur de l'idéologie impérialiste, du pacifisme wilsonien au "jusqu'auboutisme révolutionnaire" qui appelait les prolétaires à défendre contre le Kaiser les "conquêtes de la démocratie" russe. Comme l'on sait, entre février et avril, de nombreux dirigeants bolcheviks ont payé leur tribut au social-patriotisme des menchéviks et des socialistes révolutionnaires. A peine débarqué à Pétrograd, Lénine leur assène donc ces quelques vérités : conduite par le tsar ou par une république parlementaire, la guerre reste impérialiste, elle reste l'affaire du Capital ; le prolétariat ne doit pas plus se solidariser avec un gouvernement démocratique qu'avec le gouvernement du Tsar ou du Kaiser ; son parti doit tenir aussi haut le drapeau du défaitisme révolutionnaire jusqu'à ce que, dans tous les pays, la révolution l'emporte sur la guerre, le prolétariat sur la bourgeoisie. En prêchant la "défense de la démocratie" contre "l'agression du fascisme", les faux héritiers de Lénine ont renié depuis des décades le premier point de son programme.

I (deuxième alinéa). Le prolétariat conscient ne peut donner son consentement à une guerre révolutionnaire, qui justifierait réellement le jusqu'au-boutisme révolutionnaire, que si les conditions suivantes sont remplies : a) passage du pouvoir au prolétariat et aux éléments pauvres de la paysannerie, proches du prolétariat ; b) renonciation effective et non verbale à toute annexion ; c) rupture totale en fait avec tous les intérêts du Capital.

Lénine n'est pas un pacifiste. Même devant l'urgence à réagir contre une "sympathie pour la guerre" qui s'est emparée des masses petites-bourgeoises après la chute du tsarisme, Lénine ne dit pas : « Nous sommes contre toutes les guerres ». A la différence du social pacifisme, les communistes proclament ouvertement qu'ils sont pour la guerre des peuples opprimés contre leurs métropoles et pour la guerre d'un Etat prolétarien contre un Etat bourgeois. Mais Lénine pousse plus loin sa rigueur théorique : il définit les conditions absolues pour que l'on puisse parler de guerre révolutionnaire. Et de l'examen de ces conditions nous avons toujours tiré que la "défense de la patrie socialiste" en 1939-1945 ne présentait aucune des caractéristiques d'une guerre révolutionnaire. Le pouvoir en Russie n'était plus aux mains du prolétariat et des paysans pauvres ; l'Etat dit "socialiste" ne renonça à aucune annexion après la guerre, bien au contraire, dans la première phase il subjugua la Pologne et dans la seconde une bonne moitié de l'Europe ; enfin, non seulement il n'y eut pas rupture avec les intérêts du Capital, mais alliance ouverte d'abord avec l'Allemagne pour écraser la Pologne, ensuite avec l'impérialisme anglo-américain pour se partager le reste du monde.

I (troisième alinéa). Etant donné l'indéniable bonne foi des larges masses, des partisans du jusqu'auboutisme révolutionnaire qui n'admettent la guerre que par nécessité et non en vue de conquêtes, et étant donné qu'ils sont trompés par la bourgeoisie, il importe de les éclairer sur leur erreur avec une persévérance, une patience et un soin tout particuliers, de leur expliquer qu'il existe un lien indissoluble entre le Capital et la guerre impérialiste, de leur montrer qu'il est impossible de terminer la guerre par une paix vraiment démocratique et non imposée par la violence, sans renverser le Capital.

Lénine, qui a vu le social-patriotisme s'infiltrer dans son propre parti, sait en discerner le danger dans toute son étendue et, génialement, le rapproche du "pacifisme" des masses. Celles-ci croyaient vraiment que la guerre était le fait de Nicolas, Guillaume ou François-Joseph ; et elles pensaient ingénument que des gouvernements "démocratiques" s'empresseraient d'y mettre fin. Il fallait leur expliquer que c'était tout le contraire : « la guerre sied à la démocratie plus encore qu'au despotisme », disaient alors les socialistes de gauche italiens.

Sur la façon de terminer cette guerre, Lénine n'est pas moins clair et souligne l'impossibilité d'y arriver sans renverser le Capital. Tout cela signifie à l'adresse des pacifistes actuels : il ne faut pas invoquer une paix démocratique et sans violence qui n'est qu'utopie sous la domination du Capital, mais appeler à la destruction du Capital. Une mosaïque d'Etats capitalistes et démocratiques n'est pas une garantie de paix, mais la condition même de l'impérialisme. Thèse qui est exactement le contraire de celle défendue aujourd'hui par Moscou qui croit conjurer les guerres en faisant appel à la "raison" et à "l'honnêteté politique" des dirigeants de la démocratie universelle...

I (quatrième alinéa). Organisation de la propagande la plus large de cette façon de voir dans l'armée combattante.

Fraternisation.

En quelques mots Lénine rappelle la position prise par la gauche internationale aux conférences de Zimmerwald et de Kienthal : A bas le social-patriotisme et le social-pacifisme ! La lutte contre la guerre ne peut être que la lutte des prolétaires en armes pour leur révolution !

LES ETAPES DE LA REVOLUTION RUSSE

Les thèses 2 et 3 font le point de la situation en Russie et définissent l'attitude à avoir envers le gouvernement provisoire. Suivons-les pas à pas.

II (premier alinéa). Ce qu'il y a d'original dans la situation actuelle en Russie, c'est la **transition** de la première étape de la révolution, qui a donné le pouvoir à la bourgeoisie par suite du degré insuffisant de conscience et d'organisation du prolétariat, **à la deuxième** étape, qui doit donner le pouvoir au prolétariat et aux couches pauvres de la paysannerie.

Ici, entendons-nous bien ! Lénine ne définit nullement le passage d'une "étape bourgeoise" à une "étape socialiste" de la révolution, comme l'a cru Staline et comme l'ont prêché, après lui tous les théoriciens russes, chinois et autres des "révolutions socialistes par étapes" qui ne furent jamais que des révolutions bourgeoises de "tout le peuple". Lénine n'accole ici aucun adjectif au mot révolution, mais nous pouvons le faire sans hésiter en suivant la plus rigoureuse tradition du bolchevisme : dans la **première** et dans la **deuxième** étape, c'est toujours d'une révolution bourgeoise et démocratique qu'il s'agit, d'une révolution antiféodale et non socialiste.

Il y a plus. Cette première étape a donné le pouvoir à une bourgeoisie qui seule ne **pouvait** ni ne **voulait** faire sa révolution, elle n'a été possible

comme prologue de la révolution antisariste russe que sous la pression de la crise internationale. C'est la guerre impérialiste qui a donné force à la bourgeoisie locale et l'a obligée à assumer ses propres tâches. Mais c'est elle aussi, par la faillite des partis socialistes européens, qui a désorienté le jeune prolétariat russe et conduit les **semi-prolétaires** à suivre la bourgeoisie et non les ouvriers. En avril 1917, il s'agit seulement de **récupérer** les forces sociales de la révolution antitsariste non pour **faire plus** qu'on ne s'était fixé en 1905, mais pour remédier au fait que **l'on avait fait moins,** que l'on était en deça du programme de la révolution capitaliste sous la dictature démocratique du prolétariat et des paysans.

> II (deuxième alinéa). Cette transition est caractérisée, d'une part, par un maximum de possibilités légales (la Russie est **aujourd'hui**, de tous les pays belligérants, le plus libre du monde) ; de l'autre, par l'absence de contrainte exercée sur les masses, et enfin, par la confiance irraisonnée des masses à l'égard du gouvernement des capitalistes, ces pires ennemis de la paix et du socialisme. Cette situation originale exige que nous sachions nous adapter aux conditions **spéciales** du travail du parti au sein de la masse prolétarienne qui vient à peine de s'éveiller à la vie politique.

Les deux mots que nous soulignons le sont aussi dans l'original. Et Lénine insiste à dessein sur les mots "aujourd'hui" et conditions "spéciales". Une solide dialectique révolutionnaire lui a appris que la réponse à l'hypothèse du moment importe moins que la réponse à l'hypothèse contraire. Que ne lui objecte-t-on pas sur le moment présent ! Les bolcheviks sont en minorité ; les ouvriers ne comprennent pas que toute la force est aux mains du gouvernement provisoire ; c'est vers lui que penche le Soviet et non vers les bolcheviks ; enfin, n'avons-nous pas l'avantage de pouvoir nous réunir, parler, publier des journaux ? Eh bien, répond Lénine, qu'attendez-vous de plus ? Est-ce une raison pour dire et écrire des âneries ? Devons-nous pour cela remercier le gouvernement libéral, lui lécher les bottes et lui faire une opposition loyale et... constructive ?

Certes nous devons profiter de ces libéralités. Comme Marx nous l'a toujours dit, c'est la bourgeoisie qui, malgré elle, fait l'éducation du prolétariat, non par ses écoles, mais en l'appelant à la lutte et à la vie politique. Ce "lapsus" de libertés doit nous permettre de remonter le courant, d'ouvrir les yeux aux masses et de prendre nous-mêmes le dessus. Remarquez bien : cela est possible **aujourd'hui.** Mais direz-vous aux masses que cette situation est définitive, qu'elle est une victoire assurée de la révolution ? Nous aurons bientôt à lutter sur le terrain illégal ! La révolution doit encore se faire et si, dans quelques mois, nous n'attaquons pas, nous, le gouvernement bourgeois, ce sera lui qui nous mettra hors-la-loi ! Telle est la dialectique sur la situation du moment que Lénine oppose aux illusions démocratiques et aux conquêtes "éternelles" du libéralisme bourgeois. Quelques mois plus tard, cette "situation originale" se transformera en son contraire, laissant apparaître les conditions normales de la domination du Capital : la violence directe ou indirecte exercée sur les masses. Mais encore une fois ce n'était pas parce que le prolétariat organisé entre passer à "l'étape socialiste" de la révolution. Les masses n'ont "compris"

les thèses de Lénine et n'ont suivi le parti bolchevik que parce qu'elles y ont vu le seul guide énergique et sûr dans la révolution antiféodale et dans la crise internationale provoquée par la guerre impérialiste.

> III. Aucun soutien au gouvernement provisoire ; démontrer le caractère entièrement mensonger de toutes ses promesses, notamment de celles qui concernent la renonciation aux annexions. Le démasquer au lieu d' "exiger" — ce qui est inadmissible, car c'est semer des illusions — que ce gouvernement, gouvernement de capitalistes, cesse d'être impérialiste.

Ce paragraphe est une réponse directe aux positions prises par le parti avant le retour de Lénine (manifeste de mars, articles de la "Pravda"). En effet, sans en faire partie, les dirigeants de Pétrograd considéraient le gouvernement provisoire comme une conquête révolutionnaire ; dans leur propagande ils se bornaient à l'inviter à des mesures politiques "impossibles", comme l'initiative de pourparlers pour une paix "démocratique", sans dire qu'il était un gouvernement mandaté par le capitalisme international pour continuer la guerre ni que le seul moyen d'obtenir la paix était de renverser ce gouvernement. Celui-ci et ceux qui lui ont succédé jusqu'à Octobre n'exprimaient que les exigences de la bourgeoisie nationale rêvant de s'asseoir au banquet de la victoire et de partager le butin impérialiste en donnant à la Russie bourgeoise une impulsion qu'elle n'avait jamais osé espérer. En échange de l'aide apportée par l'Entente, cette bourgeoisie s'était engagée à barrer la route à la révolution russe à laquelle seul le prolétariat aurait pu donner tout son développement. Elle envisageait d'appâter les dirigeants ouvriers, comme l'avaient fait les gouvernements de France, de Belgique et d'Allemagne et obtenait, dans ce domaine, ses premiers succès en s'assurant la complicité des menchéviks et des populistes dans les Soviets.

Avant les thèses d'Avril, nul n'avait su dire cela. Nul n'avait su tourner le dos à l'enthousiasme général causé par la chute du Tsar. Et aujourd'hui encore le prolétariat mondial est frappé d'inconscience et de paralysie parce que nul n'a tourné le dos (si ce n'est notre petite phalange de communistes) à une victoire beaucoup plus maigre que celle de février 1917 : celle qu'a remportée la "démocratie" sur le "fascisme", non au tournant d'une lutte historique entre les classes, mais à la suite d'une guerre impérialiste dont les vainqueurs s'avèrent chaque jour de plus féroces bourreaux que les vaincus.

PARTI ET SOVIET

Les thèses 4 et 5 sont entièrement consacrées à l'analyse des Soviets comme forme de pouvoir révolutionnaire et à démontrer le caractère réactionnaire du mot d'ordre de l'Assemblée nationale dans la révolution antitsariste russe. Là encore Lénine n'apporte aucune nouveauté, ne livre aucune recette "socialiste" inconnue. Il ne fait que rappeler les enseignements de la révolution de 1905 et ceux de la Commune de Paris sur la question de l'Etat.

IV. (Premier alinéa). Reconnaître que notre Parti est en minorité, et ne constitue pour le moment qu'une faible minorité, dans la plupart des Soviets des députés ouvriers, en face du bloc de tous les éléments opportunistes petits-bourgeois tombés sous l'influence de la bourgeoisie et qui étendent cette influence sur le prolétariat. Ces éléments vont des socialistes-populistes et des socialistes-révolutionnaires au Comité d'Organisation (Tchkéidzé, Tsérételli, etc.), à Stékolv, etc.. etc..

La situation en avril 1917 est bien connue. La majorité des Soviets est aux mains des socialistes de droite ; ceux-ci délèguent leur pouvoir au gouvernement provisoire formé par l'opposition de la vieille douma tsariste. Lénine saisit là la formule classique de l'opportunisme : la bourgeoisie influence et contrôle les socialistes de droite qui, à leur tour, influencent et contrôlent au profit de la bourgeoisie les masses ouvrières.

Les révolutionnaires doivent combattre le gouvernement provisoire. Ils désapprouvent la soumission des Soviets à sa politique. Mais comment doivent-ils se comporter à l'égard des actuels dirigeants des Soviets qui font **bloc** au service du Capital ? Faut-il dénoncer le Soviet comme tel ? Ou dire, au contraire, que si la "majorité démocratique" du Soviet **vote** pour le gouvernement bourgeois, il faut ratifier ce vote en hommage à "l'unité du front prolétarien" ? Lénine tourne le dos à cette alternative.

IV. (Deuxième alinéa). Expliquer aux masses que les Soviets des députés ouvriers sont la seule forme possible de gouvernement révolutionnaire, et que, par conséquent, notre tâche, tant que ce gouvernement se laisse influencer par la bourgeoisie, ne peut être que d'expliquer patiemment, systématiquement, opiniâtrement aux masses les erreurs de leur tactique, en partant essentiellement de leurs besoins pratiques.

Tant que nous sommes en minorité, nous nous appliquons à critiquer et à expliquer les erreurs commises, tout en affirmant la nécessité du passage de tout le pouvoir aux Soviets des députés ouvriers, afin que les masses s'affranchissent de leurs erreurs par l'expérience.

Il faut, comme toujours, insister sur les mots soulignés : les Soviets sont la **seule forme possible** de gouvernement révolutionnaire. Tout pouvoir fondé **hors** des Soviets n'est pas révolutionnaire. Seul un gouvernement s'appuyant sur la majorité des Soviets **peut** être révolutionnaire. Mais Lénine ne dit pas : les Soviets expriment démocratiquement la volonté des travailleurs, donc tout gouvernement fondé sur les Soviets est un gouvernement révolutionnaire, conforme aux intérêts du prolétariat et doit être soutenu. L'expérience de la révolution russe, comme celle de la Commune de Paris, prouve qu'un tel pouvoir ouvrier né de l'action révolutionnaire directe peut commettre les pires fautes politiques sans la direction du parti de classe. En avril 1917, constate Lénine, les Soviets n'expriment que l'opinion d'un prolétariat trompé et dérouté ; ils ne décident pas dans un sens révolutionnaire, et l'on ne peut même pas dire qu'ils agissent dans le sens des "besoins pratiques" de la masse.

Ainsi donc le parti du prolétariat ne doit pas rejeter le Soviet, cette forme historique née de la révolution bourgeoise russe et qui s'achemine

directement vers les tâches du prolétariat révolutionnaire. On ne l'attaque pas par la force, on en dénonce les erreurs. Et le mot d'ordre de cette campagne sera : **Tout** le pouvoir aux Soviets ! Tout le pouvoir, cela signifie que le Soviet ne reconnaît pas d'autre organe du pouvoir politique et qu'il n'accepte aucun partage du pouvoir, car accepter un tel partage serait purement et simplement renoncer au pouvoir.

Résumons la tactique des bolchéviks : nous reconnaissons le Soviet, parce qu'il est la seule **forme possible** de gouvernement révolutionnaire. Nous le reconnaissons même lorsque sa majorité est contre nous. Nous ne le déclarons pas notre ennemi. Nous ne lui disons pas : ou passe en nos mains, ou nous t'attaquons. Nous lui disons : pourvu que l'on gouverne **seulement** par les Soviets, nous reconnaîtrons ce gouvernement même si nous y sommes minoritaires et si les menchéviks et les populistes y ont la majorité. Mais il doit réclamer la totalité du pouvoir, désavouer le comité de la Douma et le cabinet Lvov, rompre tous les ponts avec eux et ne pas négocier avec des partis dont la base ne comprend pas exclusivement des travailleurs. Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires ont le choix : ou avec les bourgeois dans le gouvernement provisoire, ou avec nous dans le Soviet investi de **tout le pouvoir** d'Etat.

Avec nous au pouvoir ? Cette formule se réalisera après l'insurrection d'Octobre, lorsque bolchéviks et socialistes-révolutionnaires de gauche seront côte à côte dans le même gouvernement. Est-ce pour autant la formule politique de la dictature prolétarienne ? Lénine n'a jamais caché qu'il s'agissait toujours de la "dictature démocratique des ouvriers et des paysans" telle qu'elle a surgi de la révolution anti-féodale russe. Mais lorsque l'Internationale a voulu présenter des "gouvernements ouvriers et paysans" comme forme universelle de la dictature prolétarienne, seule la Gauche communiste d'Italie a su rappeler que cette forme (d'ailleurs éphémère) de pouvoir politique n'avait sa justification marxiste que sur le chemin de la révolution bourgeoise russe. Appliquée aux pays de capitalisme développé, indépendamment de la dynamique révolutionnaire qui conduisait en Russie le pouvoir des Soviets à la dictature du prolétariat, cette tactique ne pouvait que finir dans la réconciliation avec les social-patriotes de 1914 et dans le parlementarisme le plus réactionnaire de la "démocratie" occidentale.

Le grand enseignement du bolchévisme russe, ce n'est donc pas la tactique qu'il a suivie dans la Douma tsariste ou dans les Soviets révolutionnaires, tactique qui ne s'écarte pas d'un pouce de la ligne des Communistes dans une révolution bourgeoise, mais le rappel inlassable des mots d'ordre de la révolution prolétarienne mondiale : A bas l'opportunisme ! A bas les parlements bourgeois !

A BAS LE PARLEMENTARISME !

V. (Premier alinéa). Non pas une **république parlementaire**, — y retourner après les Soviets des **députés ouvriers** serait un pas en arrière, — mais une **république** des Soviets de **députés ouvriers**, salarés agricoles et paysans dans le pays tout entier, de la base au sommet.

Pour la bourgeoisie et les socialistes de droite, les Soviets ne devaient être qu'un organe de lutte de l'époque révolutionnaire. Sa tâche historique n'aurait été que de conduire les masses travailleuses à l'insurrection. Après avoir versé généreusement leur sang, celles-ci devaient rentrer dans le rang et laisser gouverner le pouvoir **légal.** C'est ici qu'apparaît la grandeur de vue de Lénine. Les Soviets ne sont pas seulement l'organe de la révolution, mais la forme du pouvoir révolutionnaire. Ils expriment ce que Lénine avait défini la dictature démocratique. Le prolétariat prend le pouvoir au cours de la révolution antiféodale, il réalise les transformations sociales qui sont en substance création de capitalisme, mais en même temps il ne se contente pas d'enlever le pouvoir à la bourgeoisie et aux grands propriétaires fonciers : il l'organise de manière à les priver totalement du droit de représentation. La seule délégation politique de la périphérie au centre restera dans le réseau des Soviets. C'est sur lui que reposera l'Etat. Non seulement la bourgeoisie n'aura pas le pouvoir, mais elle ne figurera même pas comme parti d'opposition.

La voilà l'hérésie ! La forme propre à la révolution antiféodale russe ne sera pas une assemblée parlementaire comme dans la révolution française, mais un organe différent fondé sur la seule classe des travailleurs des villes et des campagnes. Ainsi s'effondre non seulement le prétexte d'attendre les élections à la Constituante, mais la nécessité même de cette assemblée. La voie à suivre est tout autre : conquérir la majorité des Soviets par un travail légal (dans la terminologie de Marx en 1848 : organiser le prolétariat en parti politique) ; puis conquérir tout le pouvoir aux Soviets (organiser le prolétariat en classe dominante) en renversant par la force le gouvernement provisoire.

Dans la révolution socialiste le prolétariat renversera le gouvernement stable et parlementaire de la bourgeoisie et organisera la dictature des seuls salariés dirigée par le Parti Communiste. En Russie, nous ne l'oublions jamais, l'histoire recherchait encore la forme du pouvoir prolétarien dans une révolution **démocratique tardive.**

V. (Deuxième alinéa). Suppression de la police, de l'armée et du corps des fonctionnaires (C'est-à-dire, remplacement de l'armée permanente par l'armement du peuple)

Pratiquement, le gouvernement de février avait changé les ministres, mais non le réseau, l'engrenage de l'administration nationale. Les Cent Noirs avaient bien disparu, mais ils étaient, plus qu'une police officielle, un parti-secte de la réaction. Les généraux, les hauts fonctionnaires avaient fort peu changé depuis l'époque du tsar. Par cela, la révolution restait incomplète, même comme révolution bourgeoise. Si l'on devait prendre le pouvoir politique pour s'attaquer aux tâches sociales correspondant à la liquidation du féodalisme (il n'était pas question de liquider le capitalisme, chose qu'aurait seule rendue possible la victoire de la révolution en Europe), il fallait avant tout briser l'appareil d'Etat traditionnel.

Le pouvoir prolétarien des Soviets ne pouvait se fonder que sur la classe ouvrière en armes. Ce n'est pas le **citoyen** qui aurait été soldat

Bourgeois et possédants auraient été tenus hors de l'armée comme des organes représentatifs afin de réprimer toute tentative contre-révolutionnaire. C'est seulement dans une révolution qui reste socialement capitaliste et dont le prolétariat a perdu le contrôle, que l'armée nationale permanente de type napoléonien redevient le pivot de la force étatique.

V. (Troisième alinéa). Les fonctionnaires sont élus et révocables à tout moment : leur traitement ne doit pas excéder le salaire moyen d'un bon ouvrier.

Ce principe, inlassablement défendu par Lénine, est celui qu'avait déjà proclamé la Commune de Paris. Il est le principe d'une économie de transition où survit pleinement le système salarié. Mais il marque un grand pas en avant vers l'élimination de la division sociale du travail et de la subdivision de la société en ceux qui vivent dans l'incertitude du lendemain et ceux qui ont une "carrière". Abolir les **carrières** est le mot d'ordre d'une société où la consommation de base est garantie à tous, ne serait-ce que dans les limites d'un plan déterminé. Aujourd'hui la bourgeoisie, en URSS comme ailleurs, fait exactement le contraire : bien loin d'éliminer ceux qui ont une carrière assurée, elle rend tout le monde **carriériste**, en particulier les ouvriers industriels.

Pour Lénine, l'administrateur, coïncidant avec le représentant politique, était un simple producteur momentanément **déplacé** par une décision du Soviet toujours révocable. Ceci fut abandonné dès que la République qui se réclame encore des Soviets est devenue un Etat capitaliste dirigé par les forces sociales du Capital et non plus par les travailleurs. Fatalement, au gré des événements mondiaux, elle a pris le chemin opposé à celui qu'elle aurait dû suivre si elle était passée d'une dictature des travailleurs administrant la transformation capitaliste à une dictature administrant la transformation socialiste.

La tâche de liquider le féodalisme demandait à plus forte raison cette garantie. Le travailleur délégué pour administrer et gouverner une société où il y a encore des bourgeois et des intérêts bourgeois qui exploitent le travail de ses frères de classe ne doit pas être exposé à devenir un privilégié et un instrument possible du Capital : ce qu'un enrôlement massif de bureaucrates a réalisé par la suite à grande échelle.

DES MESURES SOCIALES NETTEMENT BOURGEOISES

Les thèses 6, 7 et 8 traitent du programme économique et social de la révolution russe. Lénine y indique en toutes lettres qu'il n'est pas question, en Russie, de "construire le socialisme", mais de faire table rase de la féodalité pour une large transformation capitaliste du pays.

VI. Dans le programme agraire, reporter le centre de gravité sur les Soviets de députés des salariés agricoles. Confiscation de toutes les terres des grands propriétaires fonciers. Nationalisation de toutes les terres dans le pays et leur mise à la disposition des Soviets locaux de députés des salariés agricoles et des paysans. Formation de Soviets de députés des paysans pau-

vres. Transformation de tout grand domaine (de 100 à 300 ha environ, en tenant compte des conditions locales et autres et sur la décision des organismes locaux) en une exploitation modèle placée sous le contrôle des députés des salariés agricoles et fonctionnant pour le compte de la collectivité.

Lénine met au premier rang le salarié agricole, pur prolétaire et **non paysan.** Puis vient le paysan **pauvre.** Pauvre veut dire qu'il n'a que sa propre force de travail et celle de sa famille, qu'il possède peu de terre et pas de capitaux : il ne peut vivre du produit de sa parcelle et doit parfois vendre sa force de travail au bourgeois du village. Comme on le voit, la formule de Lénine n'est ni **partage,** ni **municipalisation,** mais **nationalisation** du sol. En d'autres termes, il préconise la confiscation de la rente foncière par l'Etat, mesure si typiquement bourgeoise qu'elle fut proposée par Ricardo lui-même. La disposition du sol ne reviendra pas à l'exploitant individuel, mais au Soviet. La lutte contre la petite exploitation sera menée par de grandes entreprises modèles : Lénine ne dit pas encore **étatiques,** mais parle de leur contrôle par les Soviets.

Est-ce là un programme de "construction du socialisme" à la campagne ? Pas le moins du monde. A travers la nationalisation et la création de grandes entreprises soviétiques, Lénine admet le capitalisme agraire en Russie non comme un moindre mal, mais comme un pas en avant par rapport à l'économie parcellaire du petit paysan. Ce programme a-t-il quoi que ce soit de commun avec la collectivisation stalinienne ? Il suffit de voir que dans la marche vers le capitalisme agraire, Lénine mettait l'accent sur les grandes entreprises étatiques contrôlées par les Soviets d'ouvriers agricoles, alors que dans le kolkhose stalinien, c'est la personne du paysan propriétaire qui l'emporte avec les intérêts de sa parcelle précapitaliste ou, à une étape ultérieure, les intérêts de la grosse ferme mécanisée de type bourgeois coopératif. Le programme agraire de Lénine cherche avant tout à mobiliser les forces sociales de la campagne aux côtés du prolétariat : il se fonde essentiellement sur l'action et l'éducation politique des ouvriers agricoles et des paysans pauvres. La collectivisation stalinienne a mobilisé les forces de la révolution bourgeoise russe autour du noyau kolkhosien, "paysan", bourgeois. Privant ainsi le prolétariat urbain de tout appui de classe dans les campagnes, elle ne fut autre chose que le programme politique et social de la contre-révolution.

VII. Fusion immédiate de toutes les banques en une banque nationale unique placée sous le contrôle des Soviets des députés ouvriers.

Cette mesure est également caractéristique d'un mode de production bourgeois et, en fait, de nombreux Etats l'ont réalisée sous des formes diverses. Il y a banque là où il y a capital d'entreprise et marché. Là non plus le capital n'est pas confisqué, mais contrôlé. L'Etat est banquier, les particuliers sont des clients. Où est le "socialisme" ?

VIII. Notre tâche immédiate est non pas d' "introduire" le socialisme, mais uniquement de passer tout de suite au contrôle de la production sociale et de la répartition des produits par les Soviets des députés ouvriers.

Cette thèse concerne l'économie urbaine, l'industrie. En parfaite cohérence avec tout ce qui précède, elle ne formule pas des revendications à présenter au gouvernement provisoire pour qu'il les inclue à son programme. Lénine énonce les tâches et le programme du pouvoir prolétarien en Russie qui devront suivre immédiatement : a) la conquête des Soviets à la perspective d'assumer tout le pouvoir politique ; b) le renversement du gouvernement provisoire et la liquidation de la Constituante ; c) le développement du défaitisme révolutionnaire dans la guerre impérialiste.

Et pourtant ce programme de transformation sociale présenté par Lénine en avril 1917 comme programme de la **seconde étape** de la révolution russe ne renferme aucun article sur la transformation socialiste. C'est qu'en substance cette seconde étape se situe toujours sur le terrain social d'une révolution bourgeoise. Il n'y a pas en Avril ou en Octobre 1917 passage du monde du capital au paradis " socialiste". Et il n'y a pas chez Lénine l'ombre de cette théorie de la "révolution par étapes" que Staline et Mao ont substituée à la théorie marxiste classique de la révolution permanente dans les pays de révolution démocratique antiféodale ou anticoloniale. Lénine ne dit pas que la Russie a franchi ou doit franchir plus ou moins vite une première "étape" bourgeoise avant de passer à l'étape de la révolution prolétarienne. Le processus des phases politiques dans une révolution est le propre des révolutions bourgeoises : la révolution française en est le meilleur exemple et la révolution antiféodale russe ne fait pas exception.

Ce que souligne Lénine, c'est la nécessité pour le prolétariat, déjà mûr et armé pour accomplir sa révolution, de brûler les étapes de la démocratie bourgeoise, de prendre **immédiatement** l'initiative politique. Mais Lénine ne dit pas : nous allons **instaurer** le socialisme. Et il met cette expression entre guillemets, car elle vaut aussi bien pour la Russie arriérée que pour n'importe quel pays de capitalisme développé où le prolétariat se serait emparé du pouvoir. Car aucun gouvernement ne peut "instaurer" le socialisme. La véritable dictature prolétarienne servira à disperser les formes et les rapports bourgeois de production : tâche destructive et non de "construction". Ni les nationalisations, ni le "contrôle ouvrier", ni le pouvoir des Soviets ne sont jamais identifiés au socialisme. Ils sont encore moins cette eau miraculeuse ou ce label de garantie qui servent à consacrer aujourd'hui n'importe quel régime de dictature bonapartiste ou d'exploitation féodale.

RESTAURATION DU MARXISME ET DE L'INTERNATIONALE

Est-ce là tout le programme de la grande révolution russe ? demandera le prolétaire d'aujourd'hui. Depuis des décades on lui chante monts et merveilles sur la "patrie du socialisme" et plus ou moins facilement il s'est laissé persuader que l'on y construit un "monde nouveau" sur les plans tracés par Lénine et avec l'héroïsme des générations d'Octobre. L'immense désillusion qui succède aux phrases ronflantes et découvre en

Russie la réalité prosaïque du salariat et du profit, la colère de voir l'Etat russe pactiser toujours plus ouvertement avec l'impérialisme mondial doivent remonter au programme sans emphase de Lénine.

Devant la plus grande bataille que le prolétariat organisé ait livrée jusqu'à ce jour au Capital, Lénine ne se paie pas de mots. Il sait que les chances du socialisme en Russie reposent sur la seule victoire du prolétariat mondial. C'est pourquoi son programme est effectivement modeste, ne promet pas de miracles et ne fait aucune concession au bavardage "socialiste" dont Staline et ses successeurs nous ont rebattu les oreilles Il faut bien comprendre que même le rôle réactionnaire de l'Etat russe dans la politique mondiale actuelle ne peut plus faire l'objet de scandale : livré à lui-même, sans autre direction politique que celle émanant de la société russe, le pouvoir des Soviets ne pouvait que s'effondrer comme état-major de la révolution du prolétariat international et devenir un pouvoir d'Etat parmi tant d'autres, défendant ses intérêts nationaux et bourgeois dans le concert des nations.

Le programme d'avril n'est pas le programme national de la Russie moderne, et encore moins le programme d'un parti national. Par ses tenants et ses aboutissants, par ses prémisses et par ses perspectives, il est le programme de la révolution prolétarienne mondiale dont l'actualité reste toujours aussi impérieuse et dont la réalisation est tout aussi indépendante aujourd'hui qu'hier des succès de l'Etat russe. Les thèses IX et X mettent bien ces faits en évidence.

IX. Tâches du Parti :

a) convoquer sans délai le congrès du Parti ;

b) modifier le programme du Parti, principalement :

1) sur l'impérialisme et la guerre impérialiste,

2) sur l'attitude envers l'Etat et *notre* revendication d'un "Etat-Commune" (c'est-à-dire d'un Etat dont la Commune de Paris a été la préfiguration),

3) amender le programme minimum, qui a vieilli ;

c) changer la dénomination du Parti.

Cette thèse est très importante, car elle montre comment la révolution russe pourra devenir le premier acte de la révolution prolétarienne mondiale et son programme le premier programme du prolétariat international. Lénine n'exige pas que les prolétaires d'Occident s'alignent sur la révolution russe. Il ne les appelle pas à se "bolchéviser" : à suivre la tactique et à reparcourir les étapes du bolchévisme russe. C'est le processus inverse qu'il souligne : la révolution antitsariste russe doit se mettre au diapason de la révolution communiste mondiale ; le parti bolchévik doit balayer son vieux programme dans la révolution russe pour devenir le premier porte-drapeau de la révolution prolétarienne mondiale. Telle est la grande victoire d'Octobre dans l'histoire de la Russie révolutionnaire comme dans celle du socialisme international !

Les bolchéviks n'ont pas présenté d'utopie toute faite du socialisme russe ; mais ils ont su libérer les forces d'une révolution antiféodale sur l'arène politique de la révolution prolétarienne. Ils n'ont pas enfermé le mouvement des ouvriers et des paysans dans les cadres d'un Etat national démocratique et populaire ; mais ils ont lancé le mot d'ordre de "l'Etat-Commune" : dictature non démocratique et non nationale des travailleurs du monde entier. Enfin, et cela est le sens de la thèse X, ils ont pris l'initiative de créer le seul organe capable d'assurer la direction et la continuité de la lutte entreprise en Russie : l'Internationale Communiste.

X. Rénover l'Internationale.

Prendre l'initiative de la création d'une Internationale révolutionnaire, d'une Internationale contre les *social-chauvins* et contre le "centre".

Cinquante ans après cette révolution, les prolétaires doivent se rappeler que si elle "ébranla le monde", ce ne fut pas par les vertus du "socialisme russe", ni par la puissance du nouveau colosse étatique né sur les ruines de l'empire des tsars. Ce qui ébranla le monde, c'est ce qui menaçait de destruction le régime du Capital. Aujourd'hui comme hier, plus qu'hier, ce sera le défi à la démocratie mondiale, la victoire sur l'opportunisme dans la lutte des classes et la renaissance du parti mondial de la révolution prolétarienne.

La vie du parti

Réunion générale

Les 30 avril et 1er mai 1967 s'est tenue à Florence, comme prévu, une réunion générale du parti, avec une large participation de camarades de toute notre organisation. La section locale avait procédé à la meilleure répartition possible des participants, de sorte que tous eurent la possibilité d'assister aux travaux de la réunion dans des conditions parfaites. Ces travaux ont occupé deux séances, la première le dimanche matin et après-midi, la seconde le lundi, de 9 h. à 13 h. 30.

Malgré l'absence involontaire de deux rapporteurs, malades, les thèmes de la réunion ont été normalement développés : les camarades absents avaient établi d'avance des schémas écrits de leurs travaux, et ils avaient fourni les matériaux utiles à l'exposé. D'autre part les thèmes des trois rapports étaient étroitement liés ; le résultat devait en être une sorte de résumé des positions classiques du parti mettant au premier plan le caractère unitaire et cohérent de son programme face aux divers problèmes, que ce soit dans le combat pour la défense quotidienne des conditions élémentaires de vie et de travail, ou pour la réalisation de ses buts historiques, que ce soit enfin, les armes à la main, comme protagoniste des combats sanglants contre la réaction bourgeoise et fasciste la plus impitoyable.

ECONOMIE MARXISTE

La section de Naples avait préparé une longue et solide étude du *Capital* de Marx, poursuivant le travail de présentation sous une forme mathématique et algébrique de la critique économique marxiste (1). Ce rapport a abordé la partie centrale du Troisième Livre du *Capital*, faisant particulièrement référence à la IIIe section, intitulée *"Loi de la baisse tendancielle du taux de profit"*; il s'enrichissait d'un tableau illustrant le mécanisme de cette loi et permettant de suivre la longue et laborieuse recherche de Marx sur les inter-relations des catégories concernées. Cette étude n'avait pas seulement pour but de présenter et d'élaborer l'énorme matériel laissé par Marx pour la continuation de son œuvre fondamentale — et qu'Engels nous a transmis, estimant lui-même que la rédaction qu'il avait donnée des notes et écrits du maître pouvait ne pas être la plus parfaite, du fait de leur caractère souvent très synthétique, et en certain cas, de la forme peu lisible des notes —, mais elle avait aussi pour but de montrer la confirmation des principes marxistes qui découlent de l'analyse critique du mode de production capitaliste. Cette confirmation est particulièrement utile et efficace aujourd'hui, alors que non seulement le capitalisme et ses théoriciens et défenseurs, mais aussi l'opportunisme qui ose se réclamer de nos propres origines, prétendent que les lois mêmes du capitalisme sont dépassées.

---

(1) On trouvera la première partie de ce travail dans Programme Communiste *n° 10 sous le titre : "Formulaire de l'économie marxiste" ; la deuxième partie n'a été publiée qu'en italien, sous forme d'une brochure ronéotypée intitulée "Abaco dell'economia marxista".*

Le rapport a présenté la critique marxiste sous l'angle théorique d'abord, puis sous l'angle historique : elle démontre qu'aujourd'hui, à notre époque "progressiste" et "néo-capitaliste" s'exercent, de façon inéluctable, les mêmes lois qu'hier, au XIXe siècle ; elle en tire la conclusion que la destruction violente des formes de production capitalistes, jaillissant des contradictions du système, est la seule solution historique de la question sociale, et que tout progressisme, réformisme, pacifisme, sert seulement à la perpétuation d'un régime qui, par suite de l'abandon par les partis ouvriers de la ligne révolutionnaire marxiste, survit à lui-même en répandant dans la société uniquement la misère, la destruction et la mort.

Staline, se livrant au massacre flagrant de la doctrine et de l'expérience historique, prétendit découvrir une nouvelle loi fondamentale du capitalisme : il soutenait que « il n'est pas vrai que la loi économique fondamentale du capitalisme contemporain est la loi de la diminution du taux moyen de profit », mais qu'au contraire « le capitalisme monopoliste ne peut se contenter du profit moyen et cherche le profit maximum », bref, que « la recherche du profit maximum est la loi économique fondamentale du capitalisme contemporain ».

Cette falsification commise par Staline, les opportunistes et les bourgeois eux-mêmes, a déjà été clairement décrite et démontrée dans le *Dialogue avec Staline*, texte de notre parti paru en 1953 ; ils étaient à la recherche non pas tant de théories fausses que de prétextes démagogiques pour engluer les masses prolétariennes en les détournant de la tradition révolutionnaire et en les clouant au "produire toujours plus" ; c'était là un aiguillon qui selon bourgeois et traîtres devait élever les salariés au sommet du bien-être et les conduire à la "société opulente", hypocrite traduction made in U.S.A. du "produire toujours plus".

La loi mortelle du capitalisme est en réalité « la tendance à la chute du taux moyen de profit social », et le régime du Capital tente d'y réagir par une progression géométrique de la production. En fait, bien que la *masse* de la production augmente, son *taux* d'augmentation diminue. Alors que la masse du produit social est liée à l'augmentation croissante des moyens de production, le taux dépend de la composition organique du Capital, qui s'exprime dans le rapport entre le capital constant et le capital variable, ou dans le rapport inverse, par lequel on indique la productivité du travail. Historiquement le capital variable, ou masse salariale, décroît par rapport au capital constant, ou moyens de production et donc, selon que la composition organique du capital augmente ou diminue, le taux de profit diminue ou augmente en conséquence. Sous la poussée cyclopéenne de cette loi, le capitalisme est contraint, pour ne pas mourir, de mettre en œuvre toute l'énergie dont il dispose et en même temps d'élargir indéfiniment la production, qui est, qu'on ne l'oublie pas, production de capital, production de plus-value, c'est-à-dire reproduction des conditions mêmes du capitalisme. Dans ce cercle vicieux, la spirale productive grandissante laisse frappées d'étonnement les humbles masses de salariés, politiquement et psychologiquement écrasées par le battage publicitaire des satellites artificiels, des fusées intercontinentales, des bombes nucléaires... et des automobiles pour tous, battage publicitaire effrontément monté par les bandes impérialistes opposées dans une parfaite synchronie de buts et d'intentions : freiner la course à la mort et empêcher que, dans l'agonie, le prolétariat mondial, ayant opéré sa jonction avec son parti de classe, n'assène le coup de grâce.

Si l'on suit l'évolution historique du capitalisme, dans chaque pays comme à l'échelle mondiale, la loi trouve une lumineuse confirmation dans l'incessante

croissance des indices de production — qui, paradoxalement, trouvent dans les guerres et dans les crises périodiques non résolues par des moyens révolutionnaires, un des plus puissants accélérateurs de l'histoire — ainsi que dans la décroissance correspondante des taux d'accroissement de la production. Par exemple, le taux d'accroissement de l'Angleterre est descendu historiquement de 4,8 % en 1865 à 2 % en 1966, celui de l'Allemagne, de 4,6 % en 1867 à 3 % en 1956, et celui des Etats-Unis d'Amérique de 9 % en 1873 à 2 % en 1956, de même dans les autres pays, la Russie elle-même n'étant pas exclue, pour laquelle le taux est descendu de 43 % en 1921 à 7 % en 1966, respectant en tout et pour tout la loi en vigueur dans les pays à développement capitaliste classique. Les indices des volumes productifs correspondants sont montés jusqu'aux étoiles : pour la Russie, de 18,5 à plus de 7.000 ; pour l'Angleterre, de 32 à plus de 200 ; pour l'Allemagne, de 15 à plus de 250 ; pour les U.S.A., de 10 à presque 600.

On peut facilement déduire de cette brève synthèse la raison même de l'impérialisme capitaliste mondial et la virulence et l'agressivité politique, sociale et économique du capitalisme international ; pour survivre, il est contraint d'approfondir les contrastes et les contradictions de sa structure, de pousser, en fin de compte, chaque phénomène aux extrêmes conséquences, en étouffant d'un côté ce même processus productif que de l'autre côté il ne peut se passer de pousser jusqu'au paroxysme. Par suite, c'est le jeu en profondeur des lois objectives du mode de production capitaliste qui fait émerger les forces sociales opposées et ennemies s'exprimant dans les différents partis et programmes de classe, et dont l'affrontement direct et violent est inéluctable, même quand toute contradiction semble assoupie. C'est cette certitude mathématique qui se trouve à la base de l'existence du parti révolutionnaire communiste, quelles que soient ses forces du moment et quel que soit l'état actuel du prolétariat mondial, soumis à la domination de l'opportunisme traître depuis un demi-siècle.

PARTI REVOLUTIONNAIRE ET ACTION ECONOMIQUE

L'état actuel de défaite du prolétariat, battu par l'opportunisme dominant à l'échelle mondiale plus que par les forces répressives et militaires du capitalisme, est sans précédent dans l'histoire du mouvement ouvrier, qui offre en revanche de nombreux exemples de continuité dans la lutte sur le double front anticapitaliste et antiopportuniste. Le rapport devait donc illustrer les motifs, nés du déterminisme économique, qui président aux luttes du prolétariat pour réduire la pression de l'exploitation de l'appareil productif des entreprises capitalistes, tout en démontrant que la résistance spontanée des travailleurs ainsi que le sens instinctif de l'organisation syndicale des masses prolétariennes ne suffisent pas à transformer les luttes ouvrières en batailles révolutionnaires, c'est-à-dire en batailles pour la conquête du pouvoir politique tout entier en vue de l'édification d'une société nouvelle, qui ne soit plus fondée sur le travail salarié, et que le rattachement du mouvement ouvrier dans sa totalité au parti politique de classe est donc indispensable.

La question, comme d'habitude, n'est pas nouvelle ; déjà Marx, dans la *"Misère de la philosophie"* avait examiné la fonction, utile et sans substitution possible, des associations de résistance ouvrière dans lesquelles il fallait faire pénétrer le programme communiste. Dans *"Le Capital"*, les luttes pour la réduction de la journée de travail, pour la protection du travail des enfants, pour les salaires et les conditions de travail en général, sont amplement trai-

tées ; les organisations ouvrières spontanées y sont exaltées pour leur conduite expérimentée des dures batailles pour la vie.

Les luttes ouvrières qui précédèrent et suivirent 1848, année fatidique de la naissance du parti communiste, trouvèrent leur aboutissement original dans la première Internationale des Travailleurs, première forme du parti mondial du prolétariat. Elle réunit les diverses associations locales des travailleurs pour « l'émancipation totale de la classe du joug du capitalisme, à travers la conquête du pouvoir politique » ; elle déploya une gigantesque activité pour donner à' la classe une direction unique et unitaire, pour transformer les luttes partielles et particulières en un puissant mouvement révolutionnaire, a travers lequel les divers éléments de l'armée prolétarienne puissent constituer une véritable classe organisée sur le plan international.

Evoquant les divers épisodes de l'adhésion prolétarienne au parti international, le rapport affronta les multiples questions de fond qui étaient soulevées dans les Congrès du parti, et qui constituaient autant de batailles, non moins importantes et décisives que celles menées contre la bourgeoisie, pour la détermination de l'intransigeance sur les principes, sur la tactique et sur l'organisation. Les affrontements avec les mazziniens et les purs républicains d'un côté, avec les anarchistes bakouniniens de l'autre, sont des étapes d'une extrême importance révolutionnaire ; non pas tant parce que les thèses marxistes prévalurent, mais surtout parce que ce fut l'occasion de répéter les positions sur lesquelles le parti fondait sa raison d'être, sans renonciation possible : les formes de la lutte politique de classe, les buts à atteindre. La constitution des formations successives du parti de classe sera fondée sur cette intransigeance, qui constituera la caractéristique fondamentale du parti communiste et le distinguera de façon absolue des divers partis et mouvements dits ouvriers, sans principes et sans caractère.

A l'anarchisme d'alors, velléitaire, qui proposait et soutenait "l'abstention politique" de la classe, qui niait le parti et exaltait le "spontanéisme" immédiatiste, — comme au syndicalisme révolutionnaire, émanation du premier, et de ce fait négateur lui aussi du parti, immédiatiste et spontanéiste, — le marxisme révolutionnaire a opposé la conception centrale de son programme, fondée sur l'existence de la classe indissociable de l'existence de son parti.

A l'exemple des luttes conduites par le parti pour le renforcement de sa suprématie jusqu'à la victoire de l'Octobre Rouge — luttes puissamment nourries par l'apport de Lénine et du parti bolchevique, dans l'exaltation des principes marxistes dans la tradition révolutionnaire de la Première Internationale —, à cet exemple historique le rapport rattachait l'intransigeance marxiste de la Gauche Communiste Internationale ; celle-ci trouva dans la section italienne de la Troisième Internationale sous la direction de la Gauche, une confirmation de l'invariance de la doctrine, de la tactique et des buts de l'assaut révolutionnaire. A peine constituée en Parti Communiste d'Italie, la Gauche déploya en quelques mois une action pratique considérable pour tisser la trame de ses organes de combat dans les syndicats, dans les organisation ouvrières, dans le mouvement prolétarien. Un tel travail lui valut les félicitations de l'Internationale elle-même et lui permit, bien que ses effectifs fussent peu nombreux comparés à ceux des autres partis et à plus forte raison du parti fasciste, d'affronter des batailles historiques de premier ordre, contre l'opportunisme dominant dans les syndicats et dans la classe, et contre la bourgeoisie, l'Etat capitaliste et ses forces répressives. Pour commencer, elle lança le mot d'ordre de front syndical unique, remarquant tout de suite l'importance de l'unification des ef-

forts immédiats et spontanés du prolétariat dans la conduite politique du parti et dans la direction unitaire, pour dépouiller l'opportunisme de ses positions traditionnelles privilégiées dans les organisations ouvrières. Elle vit la nécessité d'une tactique "léniniste", souple dans l'intransigeance absolue, avec une doctrine, une politique et une organisation indépendantes, pour rassembler les forces vives et combattantes du prolétariat. Si le "front unique" qui fut appelé "Alliance du Travail" put au moins voir le jour, ce fut grâce à l'action du parti. Si l' "Alliance du Travail" périclita, ce fut à cause du sabotage systématique de l'opportunisme du Parti Socialiste Italien, et aussi de l'incapacité des autres fractions du mouvement ouvrier. Mais jamais le parti n'en tira la déduction fausse qu'il fallait abandonner les syndicats à cause de leur inféodation aux partis traitres ; jamais le parti ne donna l'ordre de constituer des syndicats communistes, comme le firent à tort les "gauches" allemands.

Le rapport concluait que la leçon des luttes confirme à nouveau ces principes et donc cette tactique et que le parti, malgré son extrême pauvreté de moyens, ne renonce pas à entreprendre le travail de pénétration dans les syndicats ; c'est là une forme élémentaire de diffusion pratique de son programme historique, c'est le seul moyen pour arracher à l'opportunisme d'aujourd'hui la direction des masses prolétariennes.

LE PARTI DE CLASSE FACE A L'OFFENSIVE FASCISTE

Le rapport sur le fascisme par lequel s'est terminée la réunion ne se proposait pas tant de développer l'interprétation donnée par la Gauche communiste de ce phénomène, que de mettre en évidence, au fil des luttes sanglantes qui se développèrent en Italie dans la période 1920-21, les points suivants :

— *Toutes* les fractions de la bourgeoisie ont trempé dans une offensive antiprolétarienne dont l'action des chemises noires n'était qu'*un* aspect ;

— Alors que les social-démocrates et les centristes désarmaient moralement et matériellement les ouvriers engagés dans de très dures batailles sur tous les fronts, le Parti Communiste d'Italie, dirigé par la Gauche, repoussa la lâche revendication d'un "retour à la légalité" ou d'une intervention pacificatrice de l'Etat ; il mobilisa au contraire les forces prolétariennes sur le terrain qu'avait choisi l'adversaire historique lui-même, tout en menant une action générale et permanente pour défendre les conditions de vie et de travail des travailleurs, ainsi que leurs organisation économiques.

Lorsque l'offensive des matraqueurs fascistes commença en Italie, à l'automne 1920, depuis deux années déjà la crise d'après-guerre jetait les ouvriers et les paysans dans des luttes qui, bien que confuses et désordonnées, étaient menées avec une extrême combativité dans tout le pays. Elles se heurtaient à la répression violente et impitoyable de la démocratie de Nitti et de Giolitti, et, pour être toujours combinée à l'habile hypocrisie d'une démagogie réformiste, celle-ci n'eut rien à envier à la violence fasciste qui lui succédera. Ce furent en fait les deux premiers gouvernements démocratiques de l'après-guerre qui renforcèrent les forces de l'ordre traditionnelles (police, carabiniers, armée) et les complétèrent par la formation des "gardes royaux", recrutés parmi les déracinés de la grande guerre ; eux encore qui les lancèrent dans de sanglantes opérations répressives contre les salariés industriels et agricoles qui manifestaient pour obtenir du pain ; eux toujours qui manièrent en même temps le miroir aux alouettes des commissions de contrôle sur l'industrie — qui permi-

à Giolitti de liquider l'occupation des usines en septembre 1920 en jouant sur la vocation pacifiste et légalitaire des chefs de la Confédération Générale du Travail —, ou bien de la réforme agraire, d'une réforme financière qui rendait les titres nominatifs ou encore du prix politique du pain. Ce sont eux, et non point les fascistes, qui rétablirent l'ordre menacé par les plus graves agitations sociales en se servant de la double arme de la *répression légale* violente et de la *corruption démocratique* (élections politiques de 1919 et 1921, élections administratives de 1920) *et réformiste.*

Lorsque se déchaîne l'offensive "illégale" des fascistes, le prolétariat est donc *déjà* sur la défensive ; privé de direction, le meilleur de ses forces s'est épuisé, deux années durant, en de furieux assauts contre la forteresse de l'Etat. Toutefois cette offensive se déchaîne avec l'accord tacite du gouvernement libéral de Giolitti qui sait parfaitement que, à moins de renier en théorie et dans les proclamations officielles la prétention de l'Etat démocratique de se tenir au-dessus des classes, indifférent aux conflits sociaux et politiques, le libéralisme *doit* abandonner à des forces apparemment et officiellement *"privées"* et *extra-légales* la tâche — plus vaste et plus absorbante que l'habituelle "défense de l'ordre public" — de démanteler les organisations économiques de résistance des travailleurs, premier pas vers le démantèlement de leurs organisations politiques. Mais l'Etat ne se contente pas de "tolérer" ces forces, il les *appuiera,* sur le plan politique d'abord (Giolitti et le bloc avec les fascistes lors des élections administratives, fin 1920), puis sur le plan militaire (l'ex-socialiste réformiste Bonomi et les circulaires pour l'inscription aux "fasci" des officiers congédiés par l'armée), et les encouragera en sous-main. Dans les épisodes culminants de la répression armée, il les fera épauler par des forces tout à fait légales (bersagliers, carabiniers, gardes royaux) et les fera absoudre de leur péché... d'illégalité par ses tribunaux, à l'enseigne de la "justice égale pour tous".

Il y a donc *dans les faits* une pleine convergence, et une division des tâches, entre démocratie et fascisme, dans une campagne répressive dont les bastions prolétariens seront l'objectif constant : Bourses du Travail, cercles de travailleurs, quartiers ouvriers des villes, coopératives et ligues à la campagne, et enfin, sièges des partis prolétariens et avant tout du Parti communiste. Les bandes fascistes entrent en action d'abord à la campagne — le premier épisode sanglant se déroule en novembre 1920 à Bologne, au centre d'une région typiquement agricole — ; mais ce fait ne pouvait ni ne peut autoriser l'interprétation répandue alors dans les cercles social-démocrates et reprise à son compte par le groupe de l' "Ordine Nuovo" de Gramsci, selon laquelle le fascisme représenterait une explosion réactionnaire fomentée par les agrariens pré ou para-capitalistes, décidés à imposer une politique de force aux classes industrielles, plus "évoluées", plus souples et plus "conciliatrice". Phénomène urbain dès sa naissance, notoirement soutenu par la haute finance et la grande industrie, le fascisme agit en réalité *de la périphérie vers le centre* de la résistance et de l'organisation ouvrières pour de bonnes *raisons tactiques :* il se jette d'abord là où son adversaire est le plus dispersé et donc le plus faible, pour s'attaquer ensuite (beaucoup plus tard et après avoir assuré ses arrières) aux grandes concentrations ouvrières et, en particulier, au triangle industriel Milan-Gênes-Turin. S'il partit effectivement des campagnes — la basse vallée du Pô et la Romagne —, ce fut dans des régions à la structure et au développement pleinement *capitalistes,* riches d'une longue tradition de lutte, fortes d'un salariat agricole nombreux ; s'il s'étendit peu après vers le sud, ce fut pour investir des zones identiques du point de vue social, comme les Pouilles, alors qu'il ne toucha point les régions d'économie arriérée ; s'il envahit ensuite la Toscane, c'est qu'elle était la terre d'élection de la petite et moyenne bourgeoisie déçue et déracinée par la guerre, et dont la mobilisation au service du grand

capital constituait le véritable objectif et le caractère le plus saillant du fascisme comme mouvement de masse à l'idéologie réthorique et confuse, mêlant le patriotisme outrancier, le radicalisme "anti-clérical", le "républicanisme" et le réformisme paternaliste. Les lignes de développement de cette offensive centripète peuvent être facilement suivies sur une carte géographico-sociale de la péninsule et, à la réunion de Florence, nous en avons rappelé les épisodes successifs les plus marquants pour démontrer pratiquement et, pour ainsi dire, *de visu*, la pleine convergence, dans cette vague contre-révolutionnaire du premier après-guerre, de la démocratie et du fascisme, de l'Etat légal et des bandes illégales, des intérêts capitalistes et de l'organisation des "fasci" et de leurs bandes armées.

Cette convergence fut toujours évidente pour le Parti communiste d'Italie, né depuis peu de la scission de Livourne (janvier 1921) et qui se tenait alors unanimement sur les positions théoriques et tactiques de sa direction de gauche. Il ne répondit pas à l'offensive fasciste à la manière des social-démocrates et des maximalistes (l'équivalent italien du centrisme international), en criant à la "liberté violée", en appelant de ses vœux l'intervention soi-disant impartiale de l'Etat pour rétablir la "légalité" et le "jeu normal et pacifique des compétitions politiques", en réclamant "justice" aux tribunaux ou, pis encore, en signant de risibles pactes de pacification avec les fascistes, comme le fit le Parti socialiste italien en juillet 1921. Il ne fit rien de tout cela, mais *accepta ouvertement et publiquement le défi de l'action armée*, en demandant aux prolétaires d'opposer l'organisation à l'organisation, la violence à la violence, les armes aux armes.

Dès lors, l'action du Parti se développa dans deux directions parallèles : l'organisation d'un encadrement militaire *dépendant directement du Parti*, car seul le Parti de la violence de classe et de la révolution prolétarienne peut se lancer dans la résistance armée avec la perspective et la volonté de passer à l'*offensive* dès que les conditions le permettront, sans se laisser arrêter par un quelconque respect pour les limites "légales" fixées par les classes dominantes ; et l'appel constant aux organisations syndicales ouvrières pour qu'elles conduisent d'une façon *unitaire* la lutte pour la défense du salaire, de l'emploi, de la liberté d'organisation (sérieusement menacée par le patronat appuyé par l'Etat et les bandes fascistes), et que tous les conflits nés de la grave crise économique soient rassemblés dans une action *unique*, dépassant la division en catégories professionnelles distinctes et maniant l'arme de la grève *générale* pour des revendications de *principe* comme la journée de huit heures, le respect des contrats en matière de rétribution et de conditions de travail, le versement aux chômeurs de subsides au moins égaux au salaire moyen des ouvriers employés.

Agissant dans cette double direction, le Parti refusera de soumettre son encadrement militaire à la *discipline extérieure* d'une organisation dont les buts divergeaient d'avec les siens, comme les trop fameux "Arditi del popolo", à fond patriotique et légalitaire et liés de manière équivoque à des partis et des cercles bourgeois, ce qui ne l'empêcha pas de combattre à ses côtés au cours de violentes actions de rue contre les fascistes. Lorsque les conditions objectives le permettront, le Parti assumera aussi la responsabilité de l'*attaque* sans exclusion de coups, devenant ainsi le véritable protagoniste des tentatives héroïques, bien que finalement malheureuses, de rescousse prolétarienne sur le front de la guerre sociale. C'est lui encore qui prit l'initiative de ce front unique *syndical* qui connut ses premières (et uniques en Europe) réalisations pratiques au printemps 1922 et qui permit au Parti de se présenter aux masses, assiégées par la

réaction bourgeoise sur le terrain revendicatif comme dans les batailles de rue, pour ce qu'il est historiquement : l'état-major de l'armée offensive et défensive du prolétariat.

Si cette action (dont le développement fut illustré à la réunion de Florence) ne connut pas le succès, on le doit au défaitisme systématique des partis et des organisations syndicales s'inspirant de l'idéologie du réformisme et du légalitarisme même lorsqu'ils empruntent une phraséologie maximaliste et insurrectionnaliste. Ces partis, il fallait *les détruire de l'extérieur*, de même qu'il fallait *conquérir les syndicats de l'intérieur :* la victoire du prolétariat était à ce prix. L'Internationale ne le comprit pas et préféra à cette orientation claire et rectiligne — la seule que pouvaient comprendre les masses, la seule "concrète" — la voie tortueuse, ambiguë et, à l'épreuve des faits, *improductive* du labyrinthe des négociations et des marchandages en vue d'hypothétiques et confuses *fusions*, entravant ainsi, pour finalement l'annuler, le solide travail de délimitation et d'organisation qu'avait sans cesse mené la Gauche. L'Internationale prenait ainsi la lourde responsabilité de graves erreurs qui sont les premiers symptômes d'un tournant qui — également sous l'effet des "faits italiens" de 1924-25 et de la réponse démocratique-parlementaire que leur donna le Komintern et la direction du Parti communiste d'Italie dont la Gauche avait dû entre temps abandonner la direction — devait bien vite se muer en une retraite désordonnée du mouvement ouvrier vers des positions encore plus reculées et défaitistes que celles qu'avaient représentées les noms de Turati, D'Aragona, Kautsky, Vandervelde, Macdonald ou Longuet.

Le fascisme italien constituait la contre-preuve éclatante de la thèse léniniste annonçant que l'Histoire avait mis à l'ordre du jour en termes irrévocables cette alternative : dictature de la bourgeoisie ou dictature du prolétariat. Il fallait accepter le défi suprême et non se replier sur l'illusion qu'il existait une voie moins dure, plus facile, qui éluderait le dilemme tragique. Il le fallait, quel que puisse être, sur le terrain des rapports de force, l'issue momentanée. On recula au contraire et ce fut le désastre, un désastre qui ne se mesure pas tant à l'ampleur de la défaite d'alors (dans quelle guerre la défaite est-elle exclue *a priori ?)* qu'à la longue et désastreuse incapacité du prolétariat international à reprendre sa lutte dont nous souffrons tous aujourd'hui dans le monde entier.

A une lectrice algérienne partisan de la stratégie anti-impérialiste de "Che" Guevara

Vous nous avez écrit pour nous dire la déception que vous a causée notre critique de la stratégie anti-impérialiste de Che Guevara (la multiplication des Viet-nam) dans le numéro de juin du **Prolétaire.** Vous avez fait part en même temps de la méfiance que nous, Européens et qui pis est Français, vous inspirons, même quand nous sommes communistes, même quand nous dénonçons le P.C.F. Cette méfiance n'est que trop justifiée par l'histoire. Pourtant, ce n'est pas sur des sentiments qu'on fonde une politique révolutionnaire sérieuse ; Européen ou pas, nul anti-impérialiste sincère n'est dispensé d'étudier la réponse marxiste à la grande question politique du XXe siècle : comment libérer le monde de l'oppression impérialiste ?

De cette réponse, vous auriez pu trouver un aperçu bien clair dans l'article que vous incriminez si du moins la mentalité du "révolutionnaire européen" (c'est-à-dire de l'internationaliste prolétarien) ne vous avait pas été complètement inconnue.

Un exemple de cette méconnaissance au reste fort compréhensible : vous écrivez à la fin de votre lettre : "J'espère que vous me pardonnerez quelques paroles dures". Or, de quelles paroles s'agit-il ? "Le prolétariat européen a été domestiqué depuis la première guerre mondiale et les directions ouvrières sont devenues des sortes de maffias". "Aujourd'hui le prolétariat européen et français n'a rien de révolutionnaire ; il est tout juste réformiste et petit-bourgeois". Pour un parti qui, comme le nôtre, combat depuis un demi-siècle toutes les formes d'assujettissement politique du prolétariat à la bourgeoisie impérialiste ; pour un parti qui a dénoncé non seulement la trahison social-démocrate de 1914, mais toutes celles, pires encore, qui ont suivi et qui ont ruiné la IIIe Internationale, ce ne sont pas là de "dures révélations" ! C'est l'évocation sommaire des défaites qu'il a subies et des obstacles qu'il rencontre aujourd'hui encore dans le prolétariat lui-même, un point c'est tout.

Qu'y aurait-il donc à "pardonner" ? Le fait que des "sous-développés" "disent leur fait" à des "avancés", comme vous le suggérez vous-même ? C'est vraiment tout ignorer de nos traditions. Lorsqu'après 1917 parvinrent **de la Russie arriérée** les premiers appels bolchéviques à la lutte anti-capitaliste résolue et à la reconstitution de l'Internationale révolutionnaire, les "distingués" réformistes d'Europe occidentale se récrièrent qu'ils n'avaient pas de leçons de socialisme à recevoir de ces "sous-développés" de Russes qui venaient tout juste de se débarrasser du tsarisme. Eux,

larbins social-patriotes de la bourgeoisie impérialiste, considéraient la Révolution avec le dédain imbécile de prétendus "socialistes avancés" infatués de leur "culture occidentale" et de leurs "grandes conquêtes pacifiques". Et nous, cinquante ans après, nous aurions la même psychologie (peu ou prou...) quoique défendant les positions politiques et théoriques de leurs adversaires révolutionnaires de l'époque : bolcheviks russes, spartakistes allemands (qu'ils écrasèrent dans le sang !), communistes abstentionnistes italiens, etc... Jugez vous-même de l'invraisemblance !

"MESSIANISME EUROPEEN", NON ! MISSION HISTORIQUE DU PROLETARIAT, OUI !

D'instinct, vous attribuez pourtant notre critique de Guevara à un "messianisme français et européen", voire à un pacifisme de peuples repus et abrutis par l'**american way of life.**

Le "messianisme européen", qu'est-ce que c'est ? Il est impossible de répondre dans l'abstrait, en général : il faut considérer les positions de classe en présence. Pour la bourgeoisie, ce "messianisme" est facile à définir : elle a prétendu ouvrir le paradis de la civilisation à tous les peuples du monde alors qu'elle les jetait en réalité dans l'enfer capitaliste. Quand les effets révolutionnaires de son expansion se sont manifestés dans les mouvements violents d'indépendance nationale, elle y a résisté de toutes ses forces et autant qu'elle a pu, prétendant que ces peuples ne pouvaient se passer de sa tutelle pour "se gouverner". Aujourd'hui que la bourgeoisie européenne, passée au second plan, a bien perdu de son ancienne superbe, ce sont les U.S.A. qui jouent ce rôle de "Messie". Pour l'opportunisme ouvrier, maintenant, il n'a jamais fait que partager les préjugés bourgeois sur les vertus "progressistes" de la démocratie capitaliste et les introduire, sous les vêtements les plus variés, dans le prolétariat. L'exemple le plus honteux de cette œuvre néfaste est celui du P.C.F. et du P.C.A. prétendant que la conquête de l'indépendance politique de l'Algérie étant subordonnée à la révolution ouvrière en France, il ne fallait pas s'insurger contre l'impérialisme français, mais **attendre** ladite révolution. **Si** réellement le P.C.F. avait lutté pour la révolution prolétarienne en France, jamais il n'aurait défendu une "théorie" aussi absurde ni joué un pareil rôle de frein. Mais puisqu'il est un parti de conservation, un farouche ennemi de la révolution sociale et même de **toute** position de classe, il ne convient pas de prendre son indigne argumentation contre l'insurrection algérienne comme la preuve d'un "messianisme européen" particulier au camp ouvrier ! Il faut la prendre pour la seule chose qu'elle soit réellement : l'exploitation impudente de la phraséologie révolutionnaire et de classe contre tout changement à l'ordre établi.

Ceci dit, dans le camp authentiquement révolutionnaire, peut-on parler d'un "messianisme européen" ? Même les textes les plus révolutionnaires (par exemple le Manifeste de l'Internationale Communiste aux prolétaires du monde entier en 1919) **peuvent** donner cette impression à ceux qui, ayant subi comme vous une longue oppression impérialiste, les lisent

non dans un esprit de classe, mais dans celui d'un nationalisme humilié. Il se peut que vous vous révoltiez par exemple devant cet extrait du Manifeste ci-dessus cité qui, pour nous, reste toujours actuel, mais que tous les courants se disant "communistes" ont trahi : « Seule la révolution prolé« tarienne peut garantir aux petits peuples une existence libre, car elle « libèrera les forces productives de tous les pays des tenailles serrées par « les Etats nationaux, en unissant les peuples dans une étroite collabo« ration économique, conformément à un plan économique commun... « Si l'Europe capitaliste a entraîné malgré elles les parties les plus arriérées « du monde dans le tourbillon des relations capitalistes, l'Europe socia« liste à son tour viendra secourir les colonies libérées avec sa technique, « son organisation, son influence morale afin de hâter leur passage à la « vie régulièrement organisée par le socialisme. » S'il est bien parlé ici d'une "mission de l'Europe", c'est de façon tout à fait subsidiaire, en liaison avec la seule notion qui, pour le marxisme, soit fondamentale et immuable : celle de mission historique du prolétariat révolutionnaire et du socialisme. Que la classe ouvrière européenne n'ait pas répondu aux espoirs que l'Internationale de 1919 mettait en elle lorsqu'elle escomptait qu'elle saurait rompre avec les sociaux-démocrates et prendre d'assaut les pouvoirs bourgeois ne retire absolument rien à l'exactitude de la thèse ici impliquée et cent fois développée dans la littérature marxiste authentique : la conquête de l'indépendance politique n'est pas une véritable libération pour une ancienne colonie ou semi-colonie parce que les lois économiques du capitalisme y freineront de toute façon le développement des forces productives. Seul le socialisme, en permettant une véritable coopération, (impossible aussi longtemps que le but économique est le profit, même si le Capital ne manque pas d'employer le mot) libèrera les pays les plus pauvres de leur retard économique. Ne pas voir cela ne serait pas seulement ne pas voir la terrible réalité d'aujourd'hui où l'écart économique entre pays développés et sous-développés ne cesse de grandir : ce serait rendre un hommage bien léger et inconscient au Capital comme mode de production et d'échange !

Si nous, internationalistes prolétariens, tenons tellement à cette thèse centrale : **sans révolution communiste dans les pays avancés, pas de libération des pays sous-développés de la misère et de l'oppression,** ce n'est pas du tout par dédain pour les peuples sous-développés, mais par haine des mensonges doucereux du capitalisme dans la phase de la décolonisation ; et nous sommes d'autant plus à notre aise pour les dénoncer, ces mensonges, que nous nous avons salué avec joie tous les mouvements insurrectionnels et armés contre les vieilles métropoles colonialistes et cloué au pilori tous ceux qui refusaient aux colonies leur droit à la séparation. En conséquence, vous êtes parfaitement "libre" d'imiter, si bon vous semble, nos bourgeois qui, depuis plus d'un siècle, tournent en dérision la "mystique" marxiste, "l'utopie" révolutionnaire assignant **un rôle historique au prolétariat** : mais vous n'avez aucun droit de ranger pêle-mêle cette doctrine et les pires mensonges de l'impérialisme colonialiste de naguère dans le sac du "messianisme européen".

La notion marxiste de mission historique du prolétariat n'a rien de mystique, bien entendu, mais dérive à la fois de l'interprétation scientifique de l'histoire comme histoire de la lutte des classes et de la critique scientifique du capitalisme comme économie fondée non sur l'égalité des échanges, mais sur l'extorsion de la plus-value aux producteurs et la spoliation généralisée. L'appréciation de la IIIe Internationale de 1919 selon laquelle le centre de la lutte mondiale de classe se trouvait en Europe répondait de même à une **réalité** politique, et non à un **a priori** quelconque et surtout pas raciste ! L'Europe ayant été le continent le plus éprouvé, de loin, par la guerre impérialiste, c'est là que s'étaient produites non seulement la première révolution communiste, mais les premières luttes politiques ouvrières contre la bourgeoisie fautrice du conflit ; et du même coup, c'est là que l'Internationale avait ses principaux partis. En 1919, elle croyait désormais comptés les jours de l'opportunisme réformiste et voyait généralement proche la révolution : or, une Europe composée de républiques rouges, une Europe dominée par le prolétariat communiste aurait indubitablement joué un rôle d'accélérateur du mouvement d'émancipation des colonies alors à ses débuts ou inexistant, d'abord ; et ensuite, elle aurait tout aussi indubitablement arrêté l'exploitation à laquelle la bourgeoisie les avait soumises. Cette dernière appréciation est indiscutablement juste, l'oppression coloniale et impérialiste étant inscrite dans le mode de production et la domination politique de la bourgeoisie, non dans on ne sait quelle "volonté de puissance" de la race blanche ou des peuples européens en tant que tels. L'erreur a porté uniquement **sur les délais** du processus révolutionnaire : si "messianisme" il y a eu, c'est donc uniquement celui d'une **génération** d'internationalistes prolétariens qui, dans un enthousiasme révolutionnaire d'ailleurs louable, a pu croire pendant quelques années qu'il lui reviendrait l'honneur de renverser le capitalisme.

Aujourd'hui, qu'en est-il ? Ne pouvant renoncer à la notion de mission historique du prolétariat qui est fondée **en doctrine** et ne peut donc être ébranlée par un simple **retard** historique, continuons-nous à considérer **aussi** que le foyer de la lutte prolétarienne révolutionnaire sera l'Europe, dans la réalité de demain, tout comme dans la perspective optimiste de nos camarades de 1919 ? C'est pour nous une simple **probabilité** historique liée aux deux considérations suivantes : la crise capitaliste mondiale inévitable doit frapper plus durement les pays capitalistes **développés** que les autres ; mais parmi ceux qu'elle frappera durement (U.S.A. - Europe - Japon), ce sont ceux où existe un minimum de continuité révolutionnaire, c'est-à-dire des partis internationalistes, même très faibles encore aujourd'hui, qui ont le plus de chance d'entrer en fermentation révolutionnaire, et non pas ceux où le prolétariat n'a jamais eu encore de tradition politique propre, et donc plutôt l'Europe que les U.S.A. ou le Japon. Cette probabilité soutient notre courage dans la lutte tellement inégale que nous menons et elle n'est pas de nature à nous rendre aveugles au point de ne pas reconnaître la Révolution prolétarienne et communiste où qu'elle éclate, si elle devait éclater ailleurs. En quoi donc est-elle dangereuse et qu'a-t-elle donc de messianique ? Au siècle dernier, le foyer

de la lutte prolétarienne s'est successivement déplacé de la France, à l'Allemagne puis à l'Est européen et surtout à la Russie : cela n'a jamais constitué un problème particulier pour les marxistes qui revendiquaient si peu un monopole "national", même révolutionnaire, que ce sont des marxistes allemands et non pas russes qui ont les premiers constaté ce dernier déplacement. (Il est vrai que les socialistes français pré-marxistes se sont crus investis pour l'éternité d'une mission particulière dans le mouvement ouvrier sous le prétexte que la révolution bourgeoise en France avait, dans le passé, brillé d'un éclat particulier ; mais Marx lui-même ayant ruiné cette prétention avec les arguments du matérialisme historique, c'est à lui que nous donnons raison, non à nos "compatriotes" de l'époque !) A notre siècle, il n'est pas **mathématiquement exclu** que ce foyer révolutionnaire quitte l'Europe pour un autre continent ; ce le serait encore moins, si la révolution communiste devait tarder encore un demi-siècle, au... XXIe siècle. **La seule chose qui soit exclue est que le monde soit libéré de l'oppression impérialiste sans révolution sociale du prolétariat... "Mathématiquement" exclue.** Et si nous refusons d'adhérer à la stratégie de Che Guevara, ce n'est pas parce qu'il nous parle d'Amérique, mais parce qu'il ne parle pas... "bolchevik".

PACIFISME DE METHODE ET PACIFISME DE PERSPECTIVE

Le fond de notre critique ne serait-il pas alors un pacifisme d'habitants de pays développés, terrifiés par la **sanglante** proposition de multiplier les Viet-nam, dernière de vos suggestions ? Pas du tout. Des pacifistes de cette sorte ne donneraient pas en exemple au prolétariat une révolution comme la révolution russe qui a mené, dans les pires conditions, une guerre civile de plus de trois ans et des plus sanglantes plutôt que d'abandonner le pouvoir conquis **dans l'intérêt international du prolétariat** aux forces d'intervention impérialistes et aux forces contre-révolutionnaires de Russie. Inversement, si nous avons toujours combattu, combattons et combattrons **toute guerre impérialiste** (et une guerre générale à laquelle participerait la Russie, même au nom de la "liberté" des peuples opprimés par les U.S.A., serait indéniablement **impérialiste,** tout comme celle de 1940-1945), ce n'est pas parce que nous sommes adversaires de la violence, mais parce qu'à la violence réactionnaire de l'impérialisme, nous entendons opposer la violence féconde de la révolution sociale.

C'est parce que nous sommes des révolutionnaires authentiques, non des pacifistes, que nous avons souvent donné en exemple aux prolétaires français et européens privés de toute énergie de lutte l'aptitude des "sous-développés" à la révolte armée (tout comme Lénine intitulant un article de 1913 **"L'Europe arriérée et l'Asie avancée"** pour les mêmes raisons). La réciproque n'est pas vraie : ce n'est pas **parce qu'on** dénonce l'inaptitude des premiers et qu'on glorifie l'énergie des seconds qu'on mérite nécessairement le titre de révolutionnaire.

La révolution ne veut pas seulement l'instinct de révolte et le courage ; elle veut la conscience politique. Et de quoi faut-il avoir conscience ?

Du fait que l'alternative du siècle est et reste **révolution sociale mondiale** ou **nouvelle guerre impérialiste ?** et si la première ne **prévient** pas la seconde : **Transformation de la guerre impérialiste en guerre civile** ou **nouveau repartage impérialiste du monde ?** Il n'y a pas à sortir de là.

Quand on possède cette conscience, il est aussi bien clair que la situation profondément réactionnaire dans laquelle le monde entier étouffe aujourd'hui ne se caractérise pas par **un seul trait,** mais **par deux** traits fondamentaux ; **pas seulement,** comme vous semblez croire, par le fait que le prolétariat des pays avancés, gangréné par le pacifisme semble aujourd'hui incapable de prévenir une nouvelle guerre impérialiste en déclenchant sa guerre sociale ; **mais aussi** par le fait, que vous voulez ignorer, que les opprimés des pays sous-développés qui, eux, mènent une guerre sociale manifestent une foi insensée dans la guerre impérialiste (l'affrontement tant réclamé de la Russie et des USA) pour le triomphe de leur cause. Telle est la **double** base de la force politique de l'impérialisme ; tel est le **double** rempart d'illusions et d'erreurs populaires qui protège la conservation capitaliste. Conséquence : la lutte politique doit être conduite de façon à abattre ce **double** rempart.

Il est plaisant et facile d'ironiser sur le pacifisme des prolétariats des pays développés : il est terriblement dur de le combattre de façon conséquente. Il est tentant de l'expliquer par la prospérité économique relative de ces pays et de dénoncer, en deux mots, « la corruption par le frigidaire et la machine à laver » ; il est pourtant nécessaire de reconnaître qu'il a aussi de profondes racines historiques dans les deux guerres impérialistes qui, en un demi-siècle, ont profondément meurtri les peuples européens et dans les défaites des insurrections ouvrières. Il est expéditif et, en apparence, d'une magnifique audace de dire : « les chances de la révolution sociale sont nulles dans les pays avancés ; qu'à cela ne tienne, **nous ferons sans elle** ». Le malheur, c'est que c'est faux. Tout cela, pardonnez-nous, n'est pas le langage d'un anti-impérialisme sérieux, mais celui du **folklore** anti-impérialiste, digne pendant du folklore pacifiste et démocratique d'Europe et d'Amérique. Et c'est précisément **parce que** nous ne sommes pas des "messianiques européens", précisément **parce que** nous pensons que les sous-développés ont un rôle révolutionnaire à jouer, précisément **parce que** nous ne croyons pas avec légèreté que "nous ferons **sans eux**" que nous nous adressons à eux aussi bien qu'aux prolétaires des pays avancés pour leur dire à tous : **luttons ensemble pour la révolution sociale ; reconstituons ensemble une Internationale prolétarienne et révolutionnaire qui ne soit pas surtout européenne, mais mondiale.** Cela, nous sommes les **seuls** à le faire. Et nous le faisons parce que c'est la seule politique **susceptible** d'abattre le rempart non pas **simple,** mais **double** de la conservation capitaliste et impérialiste.

Pour conclure ce chapitre du "pacifisme", il manque encore une considération capitale : le pacifisme, du point de vue marxiste, ce n'est pas seulement une prédilection pour les méthodes non-violentes ; c'est la croyance en un dénouement non violent des contradictions sociales et des contradictions nationales et impériales. Or n'est-ce pas être singulièrement

pacifiste dans la prévision historique que d'enterrer **à la fois,** par avance, **la révolution prolétarienne** et la **guerre impérialiste** et ne plus concevoir d'autres **luttes armées possibles** que celles des petites nations sous-développées contre l'impérialisme yankee ? Croire cela, n'est-ce pas croire à un dénouement pacifique éternel du conflit Capital-Travail ? à un dénouement pacifique éternel des conflits **impérialistes** ? Ne voyez-vous pas que c'est précisément là **l'erreur théorique** qui est à la base du mensonge pacifiste et réformiste de nos social-traîtres d'Europe ? Ne voyez-vous pas qu'une propagande "anti-impérialiste" de cette nature, bien loin d'aider le prolétariat européen à se "régénérer" le confirme dans sa quiétude stupide, dans sa mortelle conviction que le temps des guerres impérialistes est fini, et que les contradictions sociales se dénoueront d'elles-mêmes, **sans révolution ?**

Nous disions plus haut que le rempart de la conservation capitaliste est **double** : le pacifisme des prolétariats "avancés", mais aussi le caractère non-prolétarien, non-révolutionnaire de la violence préconisée par les "sous-développés". On voit ici pourquoi : au "pacifisme de méthode" des uns fait pendant le "pacifisme de prévision" des autres. L'impérialisme en tire tout le profit **politique.** Il profite de la passivité du prolétariat avancé pour écraser les petits-peuples ; mais il profite de la propagande des "sous-développés" pour se faire passer pour le **gardien de la paix** !

La conclusion est que si on est parfaitement libre de rejeter le marxisme et l'internationalisme prolétarien, parfaitement libre d'adhérer à un anti-impérialisme de type guevarien, on n'a pas le droit de le faire au nom de l'**anti-pacifisme.**

***

Ceci dit, que pourrions-nous faire d'autre que de maintenir intégralement les thèses de notre article, en vous priant de chercher dans nos autres articles de journal ou de revue consacrés à l'impérialisme des développements plus étoffés ?

L'impérialisme n'est que le capitalisme à son stade ultime de développement ; il est le produit fatal du développement achevé du Capitalisme. On l'abat par la **révolution,** non par la **guerre** parce que la guerre modifie les rapports de force entre puissances, elle laisse intacts les rapports capitalistes de production, que seule la révolution sociale détruit.

L'anti-impérialisme à la Che Guevara reproduit **deux** erreurs révisionnistes bien anciennes et fort connues. La **première** est une théorie implicite du "super-impérialisme", c'est-à-dire l'idée fausse d'une **solidarité** des grandes puissances capitalistes développées pour l'exploitation et l'oppression du Tiers-Monde. Notre position à cet égard est celle de Lénine, que nous ne pouvons que résumer à ce passage extrait de son "Impérialisme, stade suprême du capitalisme" :

« Aussi les alliances "inter-impéralistes" ou "ultra-impérialistes" dans la réalité capitaliste et non dans la mesquine fantaisie petite bourgeoise — quelles que soient les formes de ses alliances — qu'il s'agisse d'une coalition

impérialiste dressée contre une **autre ou d'une union embrassant toutes les puissances impérialistes ne sont inévitablement que des trêves entre les guerres ».**

La seconde, c'est la thèse éternelle de tous les prétendus socialistes et communistes qui, depuis cinquante ans, ont trahi l'internationalisme prolétarien : abattez tel "bastion" impérialiste (hier l'Allemagne nazie, aujourd'hui les USA !) vous affaiblirez du même coup l'impérialisme lui-même. Il n'y a pas nécessité de recourir à la **théorie** pour la réfuter : l'histoire suffit. Le rôle de despote impérialiste du monde change de main : l'Impérialisme reste. Et aucune force au monde n'aura le pouvoir d'écraser militairement le **dernier** et plus puissant despote impérialiste de l'histoire, si ce n'est la **seule** force qui soit à sa mesure : le prolétariat révolutionnaire en armes du monde entier !

Toutes proportions gardées, l'anti-impérialisme guevarien n'est qu'une transposition à l'échelle mondiale de la conception anarchiste de la révolution par multiplication de coups de main armés de minorités décidées, **indépendamment de la lutte de classes.** Position romantique qui peut sembler séduisante, mais combien fragile et inconsistante, et que le marxisme a réfutée une fois pour toute... au siècle dernier. Nous ne pouvons donc, en aucune façon, adhérer à la stratégie "anti-impérialiste" de Che Guevara : militants de la révolution sociale, internationalistes prolétariens, nous sommes et nous restons, parce que c'est la **seule** position qui ne soit pas **irréelle** et qui ne débouche pas sur le **défaitisme** envers le prolétariat.

★

Qu'est-ce-que l'internationalisme prolétarien ?

Sur les chemins de la révolution en Amérique latine

Il a fallu plusieurs années d'une guerre impitoyable et la trahison toujours plus ouverte de Moscou et de Pékin, se contentant de lancer des déclarations platoniques ou de faire au peuple vietnamien l'aumône de leurs livraisons militaires, pour que dans le camp dit "socialiste" quelqu'un mette enfin le doigt sur la honte du "communisme" d'aujourd'hui et reconnaisse, ce que nous avons depuis longtemps dénoncé, que "le Vietnam est tragiquement seul". Et encore pour aboutir à une telle constatation "Che" Guevara a dû fuir toutes les capitales du "socialisme" et s'enfoncer dans la jungle sud-américaine où couvent de nouvelles guérillas !

"La solidarité du monde progressiste avec le peuple vietnamien, dit-il dans son manifeste publié le 16 avril à La Havane, ressemble à l'amère ironie que signifiait, pour les gladiateurs du cirque romain, les encouragements de la plèbe".

Mais "Che" Guevara a une manière typique d'inviter les combattants à descendre dans l'arène. Son manifeste vient rappeler à ceux qui l'auraient oublié en ces longues années de "coexistence pacifique", que le stalinisme n'est pas forcément pacifiste ou plutôt que la phrase "révolutionnaire" et l'aventurisme politique ne sont jamais que du stalinisme honteux. Staline aussi, après avoir ligoté le parti communiste chinois et l'avoir livré à Tchang Kaï-chek, exigea le déclanchement hasardeux de l'insurrection cantonaise. Il s'agissait alors de rapporter quelques trophées "révolutionnaires" aux applaudissements d'un congrès qui devait parachever l'œuvre politique de la contre révolution. Malgré sa phraséologie prétentieuse, la ligne de "Che" Guevara n'aura pas la même portée objective mondiale, mais elle peut encore détourner beaucoup de prolétaires d'une lutte directe et consciente contre le Capital.

"Che" Guevara dénonce d'abord la "guerre d'insultes" dans laquelle se cantonnent Russes et Chinois par peur d'une guerre mondiale. Voilà toute l'explication qu'il donne aux masses de la politique mortelle de "coexistence pacifique" : ils ont peur ! La solution de "Che" Guevara ne sort pas non plus de cette interprétation psychologique et morale : "Etant donné que les impérialistes, avec la menace de la guerre, exercent leur chantage sur l'humanité, la réponse juste est de ne pas avoir peur de la guerre". Guevara s'en tient à cela. Et comment pourrait-il reconnaître que seuls les intérêts nationaux de la Chine et non les rodomontades "antirévisionnistes" des gardes rouges déterminent et détermineront toute son attitude à l'égard du Vietnam ? Comment pourrait-il montrer que la seule base objective de la "coexistence pacifique" est la liaison toujours plus étroite du marché oriental avec les destinées de l'impérialisme et non, par exemple, la psychologie du kolkhosien embourgeoisé ? S'il parlait ce langage, Guevara devrait en même temps avouer qu'entre Moscou, Pékin et Washington l'existence non pas du "socialisme cubain", mais d'un Etat national indépendant dans la mer des Caraïbes n'est véritablement possible que si se développe la lutte contre l'impérialisme sur tout le continent sud-américain. Cela aussi nous l'avons dit lorsque "l'île de Liberté" naviguait dangereusement entre Moscou et Washington. On comprendra que "Che" Guevara préfère fermer les yeux sur les réalités de la politique mondiale et se borne à dire : nous n'avons pas peur !

Au fond, Guevara réclame une grande guerre contre l'impérialisme. C'est le vœu plus ou moins confus de tous les peuples opprimés qui savent n'avoir rien à perdre et tout à gagner d'un bouleversement des rapports impérialistes actuels. "L'impérialisme, écrit-il, est un système mondial, étape suprême du capitalisme et il faut le battre dans un grand affrontement mondial". Pour des pacifistes bêlants qui ramènent tout l'impérialisme à une "politique insensée" de quelques individus, ou qui croient le vaincre en repoussant çà et là une "agresion", affirmer que l'impérialisme est un système mondial, c'est déjà aller bien loin sur le chemin du "dogmatisme"... Pour nous, communistes, cela ne suffit pas du tout. Cataloguer les effets variés et sensibles de l'impérialisme, ce n'est pas encore en connaître la nature. Comme l'a montré Lénine, on ne connaît rien de l'impérialisme tant que l'on n'a pas dit où et comment il peut être abattu. La réponse de "Che" Guevara à ces deux petites questions est la plus mauvaise qui soit.

A la question de savoir où l'impérialisme sera vaincu, "Che" Guevara répond comme tous les pacifistes : il se figure que l'impérialisme peut être enseveli au Vietnam ou sur le terrain de toute autre lutte nationale au nom du "bon droit" des peuples. Seulement il élève cette bêtise à la puissance deux ou trois, assi-

gnant à l'Amérique latine de "créer le second ou le troisième Vietnam, ou le second et le troisième Vietnam du monde". Voilà ce que le révolutionnaire cubain entend par "affrontement mondial" ! Il s'agit bien évidemment d'une lutte entre Etats et non d'une lutte de classes. Joseph Staline, qui croyait lui aussi à la mort de l'impérialisme des suites d'un tel affrontement, avait du moins le bon goût de présenter sa faillite comme la conséquence naturelle d'une guerre impérialiste mondiale frappant au cœur même les plus puissants bastions du Capital. "Che" Guevara ne va même pas jusque là. Il s'imagine que l'impérialisme américain peut tomber sans que tombe l'Amérique capitaliste. Et il dissimule cette illusion petite bourgeoise sous toutes sortes de formules confuses et ronflantes du genre de celle-ci : "destruction de l'impérialisme par l'élimination de son bastion le plus fort : la domination impérialiste des Etats-Unis d'Amérique". Cette phrase dit bien ce qu'elle veut dire. Guevara ne peut s'en prendre qu'à une forme de domination du capital, mais il n'appelle pas à détruire les rapports économiques et sociaux sur lesquels reposent aussi bien l'exploitation des peuples coloniaux que celle du prolétaire américain.

Quel genre d'affrontement mondial marquera donc la fin de l'impérialisme ? L'histoire a montré qu'il ne faut rien attendre d'un affrontement entre Etats, pacifique ou violent. A la fin de la deuxième guerre mondiale, au lieu de donner la chiquenaude promise pour renverser la domination du Capital, Moscou a prêté main forte à la reconstruction de la "démocratie" internationale sur le dos de tous les Vietnams du monde. "Che" Guevara affecte d'ignorer cette leçon tragique d'un quart de siècle pour reprocher candidement à Moscou et à Pékin d'avoir "hésité à faire du Vietnam une partie inviolable du territoire socialiste, en courant les risques d'une guerre à l'échelle mondiale". Misère de l'antiimpérialisme bourgeois ! Il ne sait plus à quel saint vouer les Nations pour s'accrocher à ses chimères : ni le droit des gens, ni l'héroïsme des peuples, ni l'étiquette "socialiste" ne sauraient en garantir "l'inviolabilité". Et l'inviolabilité du Vietnam ne dépend pas plus de la répétition sous d'autres cieux de la terrible "expérience vietnamienne". Le Vietnam ne sera inviolable que lorsque les prolétaires américains porteront cette guerre au cœur de la métropole.

Qu'on ne vienne pas nous traiter d'utopistes ! Les masses du monde entier n'ont pas besoin de leçons d'héroïsme, ni d'exhortations morales pour aller à la révolution. Elles ont besoin de clairs mots d'ordre qui leur montrent le chemin à suivre pour frapper sûrement et fermement leur ennemi. Or, depuis que l'Internationale Communiste est morte, entraînant avec elle la seule chance historique de relier la lutte dispersée des peuples coloniaux à l'assaut direct dans les métropoles, qui a seulement commencé cette tâche longue, difficile, mais fondamentale, d'éducation politique et de préparation révolutionnaire du prolétariat américain et mondial ? Qu'elle ait les armes à la main ou le cul dans les fauteuils diplomatiques, la démocratie petite-bourgeoise manifeste une fois de plus son impuissance et sa trahison. La guerre du Vietnam ne se gagnera pas dans les rizières, ni dans la jungle sud-américaine. La condition absolue de la victoire, c'est de la transformer, de New York à Los Angeles, en une guerre de classe !

Voyons maintenant comment "Che" Guevara croit pouvoir abattre l'impérialisme selon la stratégie qu'il s'est fixée, celle du harcèlement périphérique. Guevara appelle bien à une grande guerre contre l'impérialisme, mais en fait il ne sait préconiser que la guérilla. En Bolivie, au Guatemala, en Colombie, au Venezuela, au Brésil même c'est elle qu'il exalte, arme et théorise. Il assure cependant que ces luttes peuvent prendre une dimension continentale qu'il se

propose en tous cas de leur donner. "Il y a une identité si grande entre les classes des différents pays, écrit-il, qu'ils parviennent à une identification de caractère "international américain", beaucoup plus complète que sur d'autres continents". C'est là en effet un atout de la révolution en Amérique latine. Mais voici comment Guevara le comprend : "Langue, coutumes, religion, le même maître, sont les facteurs qui les unissent". "Che" Guevara nous promet d'identifier des intérêts de classes communs à tous les pays d'Amérique latine, mais il n'arrive à trouver que des intérêts nationaux.

Faut-il énumérer ici les multiples facteurs éthniques, religieux, nationaux ou impérialistes qui auraient pu faire l'unité de la péninsule indochinoise, du Maghreb arabe ou de l'Afrique Noire ? L'histoire récente a montré qu'à l'époque impérialiste la force de ces facteurs nationaux-bourgeois n'était plus suffisante pour constituer de solides ensembles étatiques. Par contre "Che" Guevara laisse entièrement de côté un des plus grands atouts de la révolution en Amérique latine : l'existence d'un prolétariat beaucoup plus développé que partout ailleurs dans le Tiers Monde, qui a subi une longue et dure exploitation de sa bourgeoisie, qui a connu différentes versions nationales de péronisme, et dont les luttes de classe pourront seules donner à la révolution sud-américaine aussi bien une ampleur continentale qu'un développement international. Ce seul fait suffit pour nous faire considérer comme un crime la répétition sur ce continent de "l'expérience vietnamienne". Nous ne souhaitons pas seulement, mais nous sommes sûrs que la révolution en Amérique latine empruntera des chemins plus directs pour abattre le Capital.

Après avoir si bien passé sous silence le rôle politique et les intérêts de classe du prolétariat sud-américain, après avoir prêché la "galvanisation de l'esprit national" à l'épreuve de la guérilla "Che" Guevara n'hésite pas à revendiquer un "véritable internationalisme prolétaire" au service de la révolution dans ces pays. Et le seul mot d'ordre qu'il lance, c'est la vieille formule des "brigades internationales" qui fit si lamentablement ses preuves dans la fournaise espagnole de 1936. "Che" Guevara ne s'y prendrait pas autrement s'il voulait tendre aux prolétaires le même guet-apens que leur a tendu, il y a trente ans, la "démocratie" internationale, violente ou non-violente. Sous couvert d'internationalisme, elle leur laissa le "choix", selon leur tempérament et leurs convictions personnelles, de réclamer pacifiquement du gouvernement Léon Blum qu'il envoie des avions à l'Espagne républicaine, ou d'aller se battre sous les ordres des anarchistes, des staliniens et autres fossoyeurs de l'Internationale Communiste.

"Che" Guevara appelle également de ses vœux des "armées prolétariennes internationales". Pour lui aussi, dans ces armées, "le drapeau sous lequel on lutte devient la cause sacrée de la rédemption de l'humanité, de telle sorte que mourir sous les enseignes du Vietnam, du Venezuela, du Guatemala, du Laos, de la Guinée, de la Colombie, du Brésil, pour ne citer que les théâtres actuels de la lutte armée, soit également glorieux et désirable pour un Américain, un Asiatique, un Africain et même un Européen". Egalement glorieux ? Egalement désirable ? Mais le "véritable" internationalisme prolétarien n'est pas une aventure éthique, comme dans les romans de Malraux ; il n'est pas une "libre" détermination de la personne humaine choisissant la cause au nom de laquelle elle se battra selon sa propre représentation de la Justice. L'internationalisme prolétarien est l'expression d'une lutte de classe, d'une conscience politique et d'une organisation internationale du prolétariat en guerre contre la domination du Capital.

C'est seulement dans la perspective de cette guerre à mort qu'il ne nous est pas indifférent de voir sous quel drapeau national combattent les prolétaires

du Vietnam ou des U.S.A., des colonies ou des métropoles. Si les premiers ne sont pas toujours arrivés jusqu'à la compréhension de l'internationalisme communiste, du moins ne l'ont-ils jamais ignoré, ni renié dans la pratique, comme les seconds l'on souvent fait. Mais présenter une cause nationale, aussi juste soit-elle, comme la "cause sacrée de la rédemption de l'humanité", c'est à coup sûr saboter toutes les chances offertes à l'internationalisme des prolétaires par les contradictions croissantes de l'économie mondiale et de la politique mondiale.

Nous sommes les premiers à nous réjouir que les hostilités soient ouvertes en Amérique latine. Mais que ce soit une **guerre de classe** et non une **guérilla** !

Nous avons été les premiers à dénoncer la solidarité platonique du "communisme" russo - chinois à l'égard du Vietnam. Mais **le seul langage de l'internationalisme prolétarien** est **un langage de classe.**

Nous n'appellerons pas les prolétaires de tous les pays à "mourir sous les enseignes du Vietnam", mais à se rassembler pour prendre d'assaut les grandes métropoles du capitalisme, et trancher par là-même le nœud gordien de toutes les guérillas et de toutes les révolutions de l'histoire.

Il est temps d'en finir avec la phrase pseudo-révolutionnaire !

Il est temps que les prolétaires du monde entier retrouvent leur propre théorie révolutionnaire.

★

Du droit démocratique à l'inconséquence

Dans le numéro 37 de *Programme Communiste*, nous publiions sous le titre *"Socialisme ou proudhonniaiseries"* un article dirigé contre la tentative de revaloriser en plein XXe siècle l'anarchisme comme doctrine révolutionnaire et socialiste, et nous nous attachions à démontrer en particulier que si la revendication et la pratique actuelles de l'autogestion était bien d'origine anarchiste et en particulier proudhonienne, elle n'avait rien de socialiste.

Cette critique a déplu au distingué publiciste Daniel Guérin, qui, justement, a consacré beaucoup d'efforts et d'ouvrages personnels à cette "revalorisation" et dont une interview (malheureusement tronquée, nous apprend-il, par le *Monde libertaire)* avait servi de point de départ à notre article. Cette critique lui a déplu, en général, parce qu'elle lui a révélé la profonde ignorance où nous étions des grands ouvrages révolutionnaires publiés sous son nom chez Gallimard *(L'Anarchisme)* et chez Rivière *(Jeunesse du Socialisme libertaire)*. Elle lui a déplu, en particulier, parce qu'elle a heurté sa conviction personnelle du caractère parfaitement socialiste de l'autogestion. Il faut supposer que M. Daniel Guérin a de la valeur et de la portée historique de cette conviction une idée très haute, puisqu'il nous a écrit une première fois pour nous dire que la nôtre ne pouvait reposer que sur un "malentendu fondamental", et une seconde fois pour nous apprendre que *Programme Communiste* avait le devoir de faire connaître à ses lecteurs toutes ces opinions de M. Daniel Guérin.

Les devoirs de *Programme Communiste* mis à part, pourquoi priver nos lecteurs d'un exemple aussi... exemplaire de la désinvolture et la suffisance des faiseurs de "grands ouvrages révolutionnaires" que les éditeurs bourgeois publient ? Et pourquoi leur cacherions-nous l'inconscience avec laquelle le démocrate revendique son droit à... l'inconséquence ?

⁂

La question de l'autogestion avait été soulevée par M. Daniel Guérin lui-même. Un interviewer lui ayant demandé : « *Quels sont les éléments (de l'anarchisme) utilisables pour la construction d'une société socialiste ?*» il avait répondu : « *Tout d'abord, l'anarchisme, depuis Proudhon, se fait l'avocat de l'association ouvrière qu'on appelle de nos jours auto-gestion* ». Réponse sybilline. Etait-ce le présent qui "valorisait" le passé ou au contraire le passé qui "valorisait" le présent ? La réponse signifiait-elle très vulgairement : la vogue actuelle de l'auto-gestion assurera des lecteurs à mes livres sur l'anarchisme ? Ou bien, plus décemment, mais non de façon plus juste : les vieilles vérités anarchistes se sont imposées dans les *faits* à notre temps ; il faut donc leur rendre justice en *théorie*. Tout le "malentendu" réside dans le fait que nous avons agi comme si l'hypothèse la plus décente était la bonne. C'est ce que M. Daniel Guérin nous a révélé en nous écrivant : « *Je ne prends dans Proudhon que ce qui est positif, utilisable, et je laisse froidement (sic !) tomber le négatif (sic !) ; je ne perds pas mon temps (sic !) à rompre des lances contre ses utopies (sic !) qui ont été cent fois réfutées (sic !)* ». Entreprise *théorique*, celle de M. Guérin ? Comme si un publiciste "perdait son temps" à des choses pareilles ! De son propre aveu, M. Guérin abandonne "froidement" l' "utopie" proudhonienne, "cent fois réfutée" déjà, à qui sera assez sot pour la réfuter une cent unième fois ! C'est clair : M. Daniel Guérin n'ignore *rien* de la réfutation du "socialisme petit-bourgeois" et même du "socialisme réactionnaire" de Proudhon par Marx ; il n'ignore pas que c'est une tradition du marxisme que nous contentons de continuer, puisque la nécessité s'en présente encore ; il ne cherche pas à défendre Proudhon contre cette critique marxiste : il sait bien qu'il est indéfendable. Mais tout cela lui indiffère, parce que ce qu'il a entrepris n'est pas en réalité la "valorisation" de l'anarchisme, mais seulement celle de sa propre production littéraire.

En chaleureux partisan de l' "initiative créatrice de l'individu" (interview non tronquée), il n'en fait d'ailleurs nul mystère. La valeur socialiste propre des courants et traditions collectifs, il ignore complètement ce que cela peut bien signifier. La seule chose qui lui importe, c'est SA propre conception personnelle des choses. Utopique autant qu'on voudra, réfutable autant qu'on voudra le proudhonisme ? Oui, mais... : « MA conception de l'autogestion va de pair avec la *destruction* (et non le *maintien)* des catégories capitalistes » (lettre à *Programme Communiste)*. L'infatuation de ce Monsieur Dühring qui "bouleversait" la science marxiste du temps d'Engels n'était rien, à côté de celle-ci ! Si le proudhonisme est une utopie trop facilement réfutable pour pouvoir *prouver* que, par exemple, l'autogestion yougoslave d'aujourd'hui est socialiste et révolutionnaire, qu'est-ce qui le prouvera ? Si l'anarchisme ne peut en rien servir à défendre cette autogestion contre la critique marxiste conséquente qui la juge aux antipodes du socialisme, qu'est-ce qui la défendra ? LA conception personnelle de M. Guérin, parbleu ! C'est ce qu'il a mis personnellement *Programme Communiste* en demeure de révéler à ses lecteurs. C'est le droit démocratique de *révélation*...

Pour le cas où l'autorité théorique, spirituelle et politique du distingué M. Daniel Guérin sur les lecteurs de *Programme Communiste* ne serait pas suffisante pour les illuminer sur-le-champ, il a exigé de nous que nous complétions cette révélation par la suivante : « MA conception de l'autogestion est celle qui fut appliquée, sous Lénine, jusqu'à l'été 1918, c'est-à-dire *après* une révolution prolétarienne victorieuse ». Puissance magique de l' "initiative créatrice de l'individu" : M. Daniel Guérin transforme la pratique empirique russe entre octobre 1917 et l'été 1918 (pas un mois de plus ni de moins) en une *vérité absolue* à laquelle toutes les révolutions à venir, quelles que soient l'époque et les conditions économiques, devront *obéir* sous peine d'être excommuniées par le distingué publiciste. Les prolétaires et les révolutionnaires russes qui n' "appliquaient" évidemment, pendant ces mois tragiques, aucune "doctrine", mais se battaient comme ils pouvaient contre la bourgeoisie, dans les conditions économiques d'un pays arriéré et délabré par la guerre, n'ont certes jamais rêvé que leurs improvisations soient un jour proclamées, sur diktat d'un petit-bourgeois français, doctrine révélée du socialisme. Mais M. Daniel Guérin n'arrête pas là ses miracles : SA conception fait de n'importe quoi ce que vous voudrez ; elle prouve tout à la fois la valeur socialiste et révolutionnaire de... l'autogestion yougoslave d'après 1945, "c'est-à-dire *après*"... une absence de révolution prolétarienne victorieuse, et l'existence de "zones de pensée libertairs dans l'œuvre de Lénine" (interview non tronquée) ; dans sa logique toute personnelle, le fait qu'une solution proudhonienne a pu être appliquée *après* une victoire révolutionnaire, cela prouve que Marx avait tort de traiter Proudhon de "socialiste réactionnaire" et non pas qu'il avait raison de juger son propre courant seul efficace en matière révolutionnaire... Du point de vue de vue de la "revalorisation" de l'anarchisme, tout cela aboutit finalement à une constatation bien modeste : l'anarchisme n'est pas absolument incompatible avec la révolution !

Nous pourrions continuer indéfiniment la liste des "révélations" de M. Daniel Guérin, par exemple celle de sa conviction intime qu'anarchisme et marxisme sont non seulement compatibles, mais frères, et que toute l'Histoire, de la scission qui mit fin à la 1° Internationale à l'insurrection libertaire espagnole de 1936, n'a jamais été qu'un gigantesque malentendu (et dire qu'en tronquant l'interview, le *Monde libertaire* a failli priver le prolétariat de cette révélation capitale !) Nous pourrions aussi citer sa proposition originale sur la façon dont le prolétariat devrait traiter la Russie soviétique de M. Kossyguine *(« le socialisme pourrait encore être régénéré si l'on réussissait à injecter le sérum anarchiste dans le communisme d'Etat »)* et nous interroger longtemps sur les modalités pratiques d'une telle "injection". A quoi bon ?...

Le monde est plein de gens qui veulent concilier les inconciliables (les lois de Dieu et les faiblesses de la Chair ; le chauvinisme et l'internationalisme prolétarien ; le capital et le progrès ; le pacifisme et les guerres, etc...) ; pour lesquels l'Histoire n'est qu'une série d'accidents qui ne prouvent rien ou auxquels on "injecte" la signification qu'on veut... Ainsi le veut l'obscurantisme du monde bourgeois qui revendique non le droit à la science, mais le droit à la liberté et qui, à la fonction objective des courants collectifs, oppose la libre créativité des individus.

Ainsi le veut aussi, dans ce cas, la misérable optique mercantile d'un homme qui, en réponse à une question historique et politique « *l'anarchisme est-il vraiment actuel ?* », faisait cette réponse sublime : « *L'actualité de l'anarchisme, le monde de l'édition en apporte un peu partout la preuve* » (interview non tronquée).

PUBLICATIONS PERIODIQUES
DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

le prolétaire

journal mensuel

Le numéro : 40 Centimes — 4 FB — 50 Lires
Abonnement annuel : 4 F — 40 FB — 800 Lires

programme communiste

revue internationale trimestrielle

Le numéro : 2,50 F — 25 FB — 300 Lires
Abonnement annuel : 9 F — 90 FB — 1.200 Lires
Abonnement combiné "Programme Communiste" - "Le Prolétaire" :
12 F — 120 FB — 2.000 Lires
Abonnement de soutien : 20 F — 200 FB — 2.500 Lires

il programma comunista

journal bimensuel

et

spartaco

bulletin mensuel de lutte syndicale
encarté dans "il programma comunista"

Le numéro : 50 Lires — 40 Centimes — 4 FB
Abonnement annuel ..... 1.500 Lires — 12 F — 120 FB
Abonnement de soutien ..... 2.000 Lires — 18 F — 180 FB

Correspondance et commandes à "Programme Communiste"
B. P. 375 Marseille-Colbert (France)
Versements à "Programme Communiste" - C.C.P. 2202-22 Marseille

Directeur-gérant : F. GAMBINI

Imp. "Lino-Imp.", 1, 3 et 5, bd Desplaces - Marseille (X°)

Distribué par les N. M. P. P.